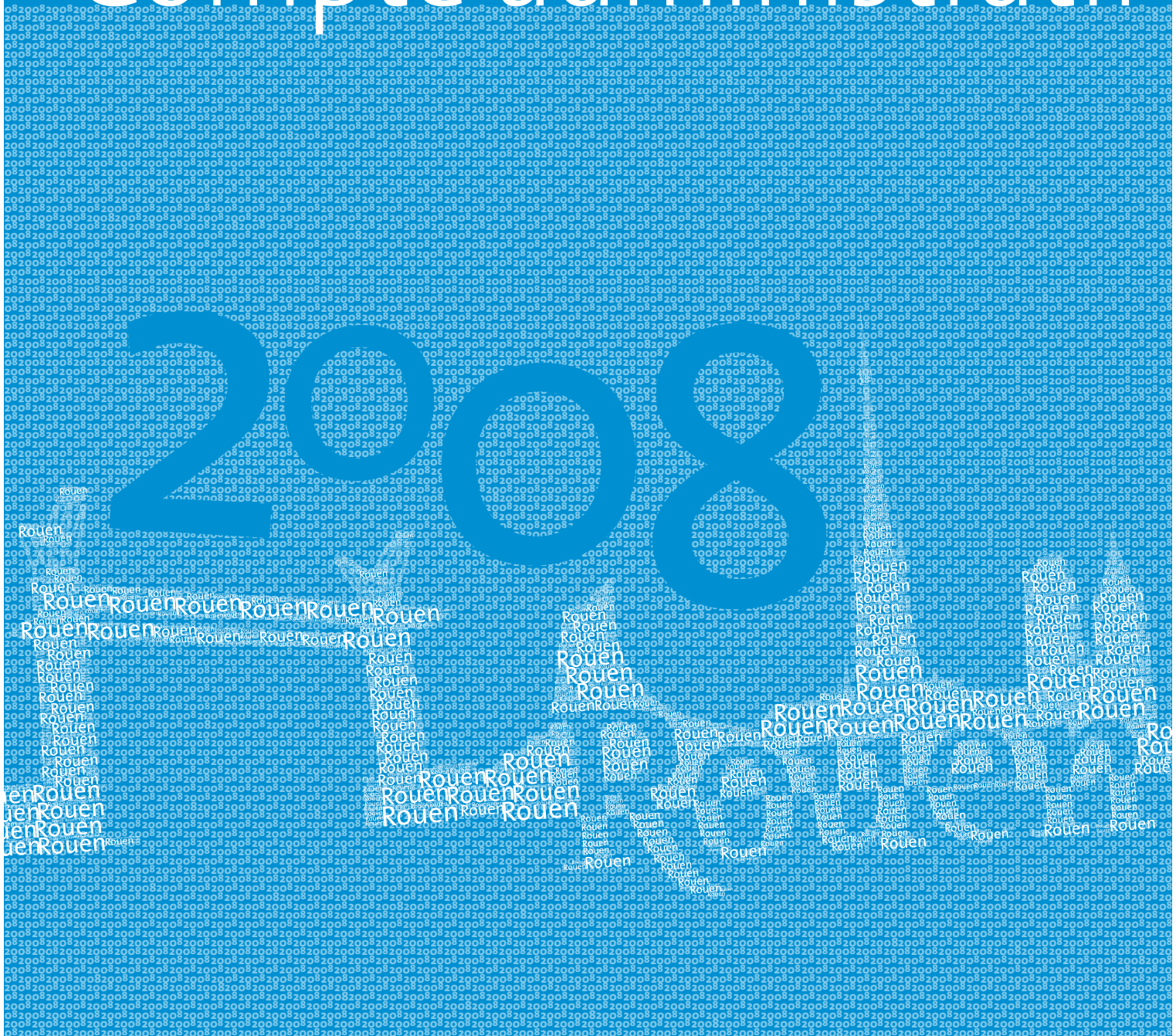




Compte administratif



[Présentation détaillée](#)
Direction des finances

Compte Administratif 2008

Analyse de la situation budgétaire et financière

Cher(e) Collègue,

J'ai l'honneur de vous adresser, les divers documents concernant le **compte administratif de l'exercice 2008**.

Le compte administratif regroupe toutes les opérations de l'exercice prévues au budget primitif de l'année précédente, et les décisions modificatives, qui ont été autorisées préalablement par le Conseil Municipal.

Il permet en outre d'analyser, le taux de réalisation des postes budgétaires de dépenses et l'encaissement des recettes prévues au budget de la Ville comparé aux prévisions.

Véritable bilan de l'exercice écoulé, il fait ressortir en dépenses, comme en recettes, d'une part, le montant des **opérations réellement effectuées** et d'autre part, **celles restant à réaliser**, pour ce qui concerne la section d'investissement.

Ayant la même structure que les budgets prévisionnels (budget primitif, budget supplémentaire, décisions modificatives), il comporte les opérations du budget principal et des budgets annexes **du Théâtre Duchamp-Villon et des locations immobilières aménagées assujetties à la T.V.A.**

La situation financière de la Ville à la clôture de l'exercice résulte de la différence entre les recettes et les dépenses effectuées au cours de l'année 2008 : il s'agit du **résultat brut** de l'exercice, lequel traduit les données financières spécifiques de l'exercice. L'adjonction au résultat brut des **résultats de l'exercice antérieur** (soldes de clôture au 31 décembre 2007), constitue le **résultat de clôture cumulé, lequel donne la mesure exacte de la situation financière globale de la Ville à chaque fin d'exercice.**

Au résultat de clôture cumulé, il faut ajouter les prévisions de recettes et de dépenses **restant à réaliser**, qui sont nécessaires à l'achèvement des travaux en cours, pour obtenir le **résultat net**.

Le compte administratif constitue donc l'arrêté des comptes à la clôture de l'exercice.

I./ LES RÉSULTATS DU BUDGET PRINCIPAL

1 - Les résultats de l'exercice 2008

1.1 - Les résultats budgétaires de clôture (mouvements réels et d'ordre)

Les résultats bruts du compte administratif 2008 concernant le budget principal (hors résultat antérieur et hors restes à réaliser d'investissement) dégagent **sur les précédents exercices, les résultats bruts** (opérations d'ordre comprises) suivants :

	2005	2006	2007
Fonctionnement	+ 8.215.799,57	+ 6.993.065,29	+ 5.123.456,30
Investissement	+ 9.041.407,04	- 13.393.398,61	- 2.993.973,83
TOTAL	+ 17.257.206,61	- 6.400.333,22	+ 2.129.482,47

	2008
Fonctionnement	+ 2.597.027,74
Investissement	- 9.895.478,05
TOTAL	-7.298.450,31

Compte tenu des résultats antérieurs, les résultats de l'exercice s'expriment de la manière suivante (opérations d'ordre comprises) :

	2005	2006	2007
Fonctionnement	+ 11.939.880,57	+ 8.993.065,29	+ 6.123.456,30
Investissement	+ 9.308,47	- 3.444.209,57	+ 1.554.881,89
TOTAL	+ 11.949.189,04	+ 5.548.855,72	+ 7.678.338,19

	2008
Fonctionnement	+ 4.597.027,74
Investissement	- 4.217.139,86
TOTAL	+ 379.887,88

Le résultat de clôture 2008 s'établit en conséquence à + 379.887,88 €.

En terme de **résultats nets**, c'est-à-dire après la prise en compte des restes à réaliser, lesquels vont conditionner les disponibilités de la décision modificative n°1 (budget supplémentaire ou décision modificative n°1 du budget 2009) la situation du compte administratif 2008 s'établit ainsi :

	2005	2006	2007
Fonctionnement	+ 11.837.401,11	+ 9.415.551,06	+ 5.642.160,30
Investissement	- 2.661.654,12	+ 400.091,58	+ 4.634.355,40
TOTAL	+ 9.175.746,99	+ 9.815.642,64	+ 10.276.515,70
	2008		
Fonctionnement	+ 4.347.027,74		
Investissement	- 580.917,25		
TOTAL	+ 3.766.110,49		

1.2 - Les résultats budgétaires en mouvements réels

En ce qui concerne les résultats par section, l'évolution des **mouvements réels budgétaires** tels qu'ils sont constatés au compte administratif du budget principal, se présente ainsi (hors reports de résultats antérieurs) :

EN EUROS	2005	2006	2007	2008
FONCTIONNEMENT				
Recettes	147 815 512	150 735 469	161 511 333	156 930 972
Dépenses	128 928 733	131 477 166	139 363 057	143 690 037
Solde	+ 18 866 779	+ 19 258 303	+ 22 148 276	+ 13 240 935
INVESTISSEMENT				
Recettes	30 648 628	29 311 667	43 569 174	38 780 451
Dépenses	45 715 929	54 970 304	63 587 968	59 319 837
Solde	- 15 067 300	- 25 658 636	- 20 069 159	- 20 539 386
SOLDE GENERAL	+ 3 819 479	- 6 400 333	+ 2 129 482	- 7 298 451

Les informations sont celles figurant dans les documents budgétaires établis conformément à l'instruction budgétaire et comptable M14.

Le résumé des masses budgétaires calculé chaque année et annexé au présent rapport permet de dégager les évolutions des différents postes comptables mais aussi d'interpréter de façon pertinente les soldes de gestion (épargnes de gestion, brute et nette).

Afin d'assurer la conformité du calcul de la capacité d'autofinancement au regard de l'instruction M14 (version du 01/01/2006), les produits de cession d'actif (article 775) sont comptabilisés comme une ressource de la section d'investissement (chapitre 024 du budget).

Le présent document retrace les principales évolutions constatées au compte administratif 2008 mais aussi au cours des dernières années.

1.3 - Les résultats budgétaires développés (ordres, réels et résultats antérieurs reportés)

En résumé, l'exercice 2008 du budget principal fait apparaître les résultats suivants :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
MOUVEMENTS REELS	
Dépenses réelles de fonctionnement	143.690.037,55
Recettes réelles de fonctionnement	156.930.972,34
SOUS TOTAL	+ 13.240.934,79
MOUVEMENTS D'ORDRE	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	12.134.111,29
Recettes d'ordre de fonctionnement	1.490.204,24
SOUS TOTAL	- 10.643.907,05
Excédent sur l'exercice 2008	2.597.027,74
Excédent antérieur reporté	2.000.000,00
Résultat de la section de fonctionnement 2008	4.597.027,74
SECTION D'INVESTISSEMENT	
MOUVEMENTS REELS	
Dépenses réelles d'investissement	59.319.836,73
Recettes réelles d'investissement	38.780.451,63
SOUS TOTAL	- 20.539.385,10
MOUVEMENTS D'ORDRE	
Dépenses d'ordre d'investissement	10.623.397,38
Recettes d'ordre d'investissement	21.267.304,43
SOUS TOTAL	+ 10.643.907,05
MOUVEMENTS NEUTRES (OCLT, refinancement de la dette)	
Dépenses	23.413.027,00
Recettes	23.413.027,00
Déficit sur l'exercice 2008	- 9.895.478,05
RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES	
Résultat d'investissement reporté 2007	1.554.881,89
Affectation en investissement d'une partie de L'excédent en fonctionnement 2007	4.123.456,30
TOTAL	+ 5.678.338,19
Résultat global de la section d'investissement 2008	- 4.217.139,86
Résultat global de l'exercice 2008 (hors restes à réaliser)	379.887,88

Au 31 décembre 2008, le résultat de clôture de la section de fonctionnement présente un excédent de **+ 4.597.027,74 €**.

La section d'investissement présente un résultat de clôture de **- 4.217.140,86 €**

Au total, comme indiqué plus haut, le **résultat brut de clôture** de la situation financière cumulée s'élève à **+ 379.887,88 €**

En tenant compte des **restes à réaliser** soit **7.564.516,17 €** en recettes et **4.178.293,56 €** en dépenses, le résultat net est excédentaire à concurrence de **+ 3.766.110,49 €**

2 - Les principaux enseignements du compte administratif 2008

Avant de procéder à l'analyse des différents postes du tableau annexé intitulé « **résumé des masses budgétaires** », il convient de souligner les principaux éléments financiers caractéristiques de l'année 2008.

2.1- Un maintien de la tendance observée depuis 2002 concernant un taux d'exécution du budget optimal.

Le maintien des taux d'exécution du budget en 2008 concerne autant la section de fonctionnement que d'investissement. Elle confirme, par ailleurs, la tendance observée lors du vote des derniers comptes administratifs.

Evolution des taux de réalisation des crédits de fonctionnement.

Evolution des taux de réalisation des dépenses réelles de fonctionnement

	2005	2006	2007	2008
Crédits ouverts	132,98	135,59	142,88	147,49
Montants mandatés	128,93	131,48	139,36	143,69
Taux de réalisation	96,95%	96,97%	97,51%	97,42%

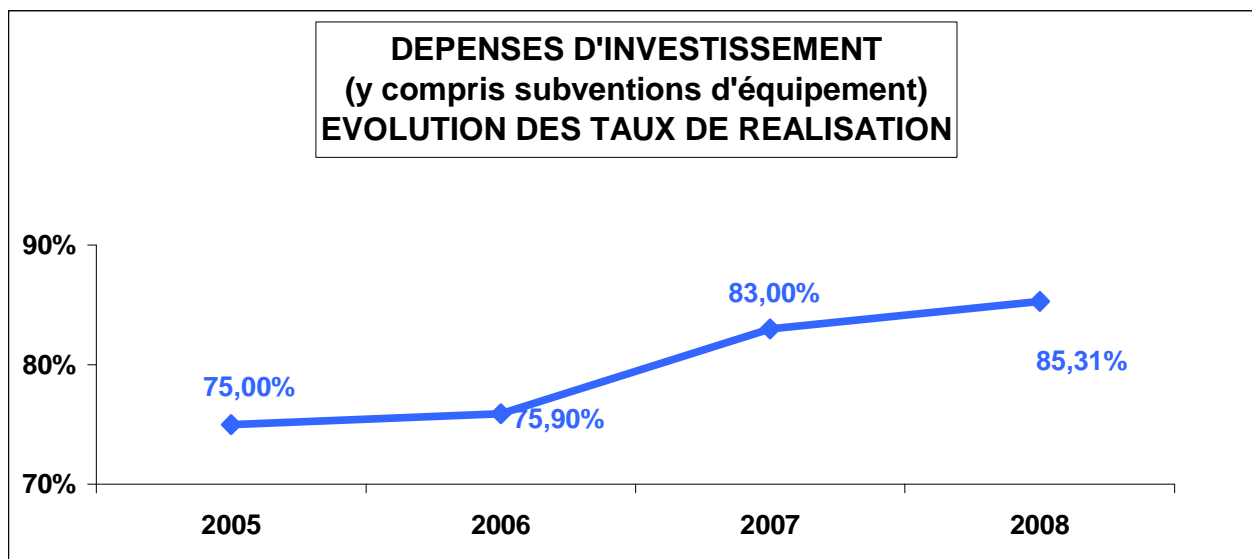
Le tableau ci dessus indique qu'en 2008 le taux d'exécution des dépenses atteint un niveau équivalent à celui constaté les années antérieures.

Ainsi, le rapprochement progressif de la prévision à la réalité de la dépense permet comme les années passées de recourir à l'impôt au plus près des besoins.

Evolution des taux de réalisation des crédits d'investissement.

La gestion de l'ensemble de nos investissements sous la forme d'autorisations de programme et de crédits de paiement atteint en 2008 un niveau particulièrement élevé du fait d'un travail régulier de suivi avec les services et d'une gestion rigoureuse des reports. Depuis la généralisation en 2002 à l'ensemble de nos investissements d'une gestion pluriannuelle, les taux d'exécution constatés chaque année n'ont cessé de s'améliorer. Ils correspondent au rapport entre les crédits mandatés au budget et les crédits prévus.

En effet, ils sont passés de **59%** en 2002 à près de **70,50%** en 2003, aux environs de **75 %** en 2004, 2005, 2006, pour atteindre en 2007 près de **83%** et en 2008 plus de **85%**. Ces taux de réalisation des dépenses d'investissement tiennent compte des subventions d'équipement et des fonds de concours. Ces derniers financent, en effet, des dépenses d'investissement dont la maîtrise d'ouvrage n'est pas assurée par la Ville de Rouen.



La gestion en autorisations de programme et crédits de paiement a permis d'améliorer l'adéquation entre les crédits ouverts au budget et les crédits réellement mandatés. Cette optimisation de l'inscription budgétaire aux besoins réels évite l'inscription prématurée d'emprunts lors de l'élaboration du budget primitif.

Le montant total mandaté en 2008 concernant les investissements s'élève à **45,25 M€**

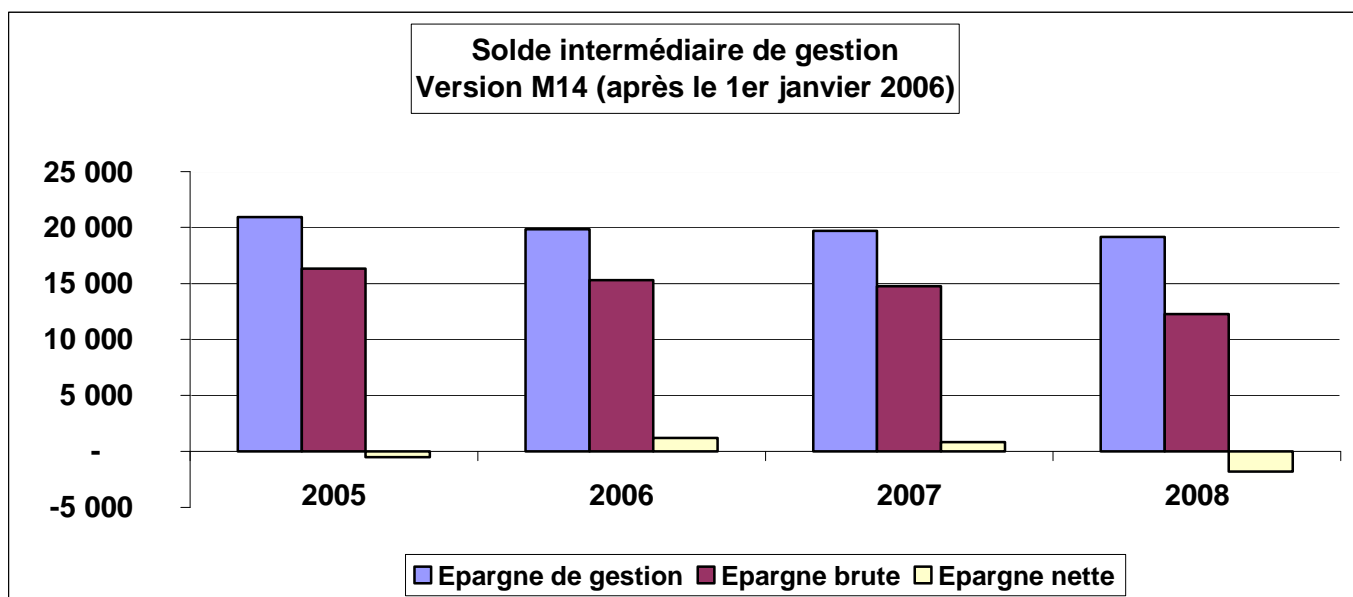
2.2. Des ratios d'épargne corrects mais une épargne nette à nouveau négative.

L'épargne brute correspond à la différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement, elle constitue une composante de l'autofinancement susceptible d'être affectée à la section d'investissement pour financer le remboursement en capital de la dette et éventuellement les autres dépenses d'investissement.

Lors de la prévision budgétaire, l'exercice consiste à définir un juste équilibre entre le niveau de ressources fiscales permettant notamment la constitution d'une épargne brute et le montant prévisionnel des emprunts inscrits au budget. Les dépenses d'investissement sont en effet financées par différents moyens : l'épargne brute, les ressources issues d'emprunts et les autres ressources propres à la section d'investissement.

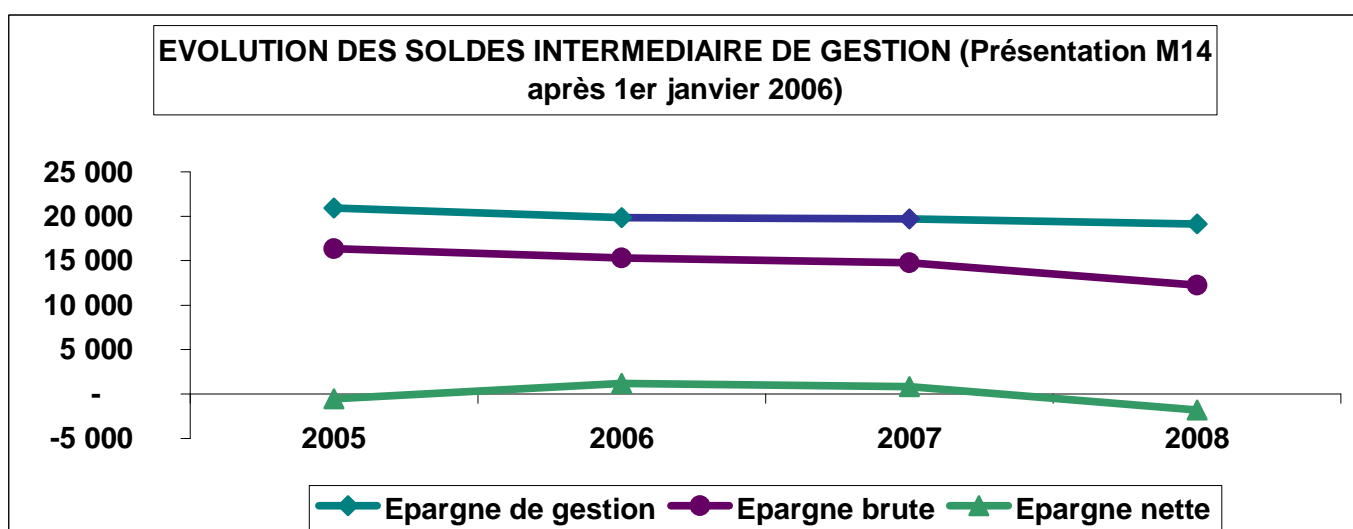
Cet arbitrage doit permettre de maintenir un **niveau de ratio de désendettement** cohérent par rapport aux capacités financières de la ville de Rouen. Le ratio de désendettement correspond au rapport entre l'épargne brute annuelle et l'encours total de la dette, il se mesure en années. Ainsi, le seuil d'alerte communément admis est de **15 ans**, la ville de Rouen se rapproche de ce seuil avec un ratio qui s'établit à **13,26 ans** pour 2008. Ces éléments confirment le volume croissant d'endettement de la ville souligné lors de l'audit financier de l'été dernier.

Présentation selon la M14 (recette de cession d'actif en ressource d'investissement et subvention d'équipement en dépense d'investissement)



Version M14 après le 1er janvier 2006	CA 2005	CA 2006	Evolution CA05/CA06	CA 2007	Evolution CA06/CA07	CA 2008	Evolution CA07/CA08
Dépenses réelles de fonctionnement (hors subventions d'équipement)	128 010	131 477	2,71%	139 363	6,00%	143 690	3,10%
Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions d'actifs)	144 347	146 783	1,69%	154 126	5,00%	155 937	1,18%
Epargne de gestion*	20 934	19 848	-5,19%	19 710	-0,70%	19 151	-2,84%
Epargne brute	16 334	15 306	-6,29%	14 763	-3,55%	12 247	-17,04%
Epargne nette	- 532	+ 1 187	323,12%	+ 817	-31,17%	- 1 818	-322,52%

* Hors intérêt dette propre



Après une remontée progressive, ces trois dernières années, l'épargne nette dégage un solde négatif en 2008. Cette dégradation est la résultante d'une chute de l'épargne brute qui résulte pour l'essentiel de l'augmentation des charges d'intérêts de la dette (8,9 M€ au CA 2007, 10,52 M€ au CA 2008) en relation avec l'envolée des taux constatés sur 2008, un endettement préoccupant et un faible dynamisme des ressources de fonctionnement de la collectivité.

3 - L'évolution détaillée des recettes et des dépenses de fonctionnement

L'évolution des dépenses et des recettes de fonctionnement du budget principal permet de mieux appréhender les principaux facteurs explicatifs **des différents soldes de gestion.**

L'analyse des différents postes fait l'objet de la partie II du présent document.

II./ LES RÉSULTATS DE LA SECTION FONCTIONNEMENT

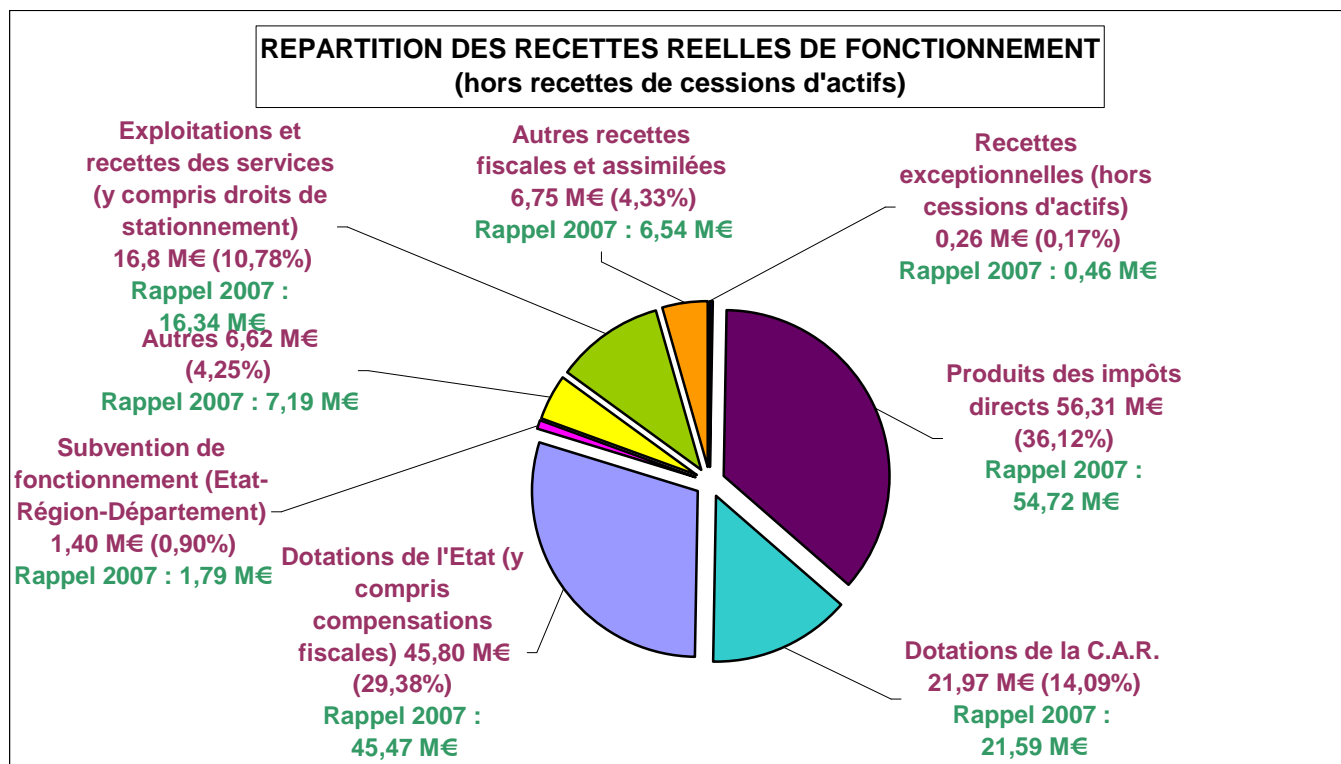
1 - L'analyse des recettes réelles de fonctionnement

	2005	2006	Evolution 2005/2006	2007	Evolution 2006/2007	2008	Evolution 2007/2008
Recettes réelles de fonctionnement (hors cessions d'actifs)	144 343 303 €	146 783 575 €	1,69%	154 126 116 €	5,00%	155 937 306 €	1,18%
Recettes réelles de fonctionnement (y compris cessions d'actifs)	147 815 513 €	150 735 469 €	1,97%	161 511 333 €	7,10%	156 930 972 €	- 2,84%

Les recettes réelles de fonctionnement connaissent une **évolution plus faible** que l'an passé du fait :

- d'un premier effet lié aux opérations financières d'échange de taux moins favorable en 2008 qu'en 2007 (solde positif de **715.150 €** en 2007 contre **23.620 €** en 2008) compte tenu de la dégradation des conditions des marchés financiers,

- d'un second effet lié à des recettes exceptionnelles réalisées en 2007 non reconduites en 2008 (subvention européenne « Spatial Métro » et rattrapage de la redevance d'occupation du domaine public de France Télécom).



Ce schéma confirme à nouveau la tendance observée depuis la création de la communauté de l'agglomération rouennaise et le passage à un système de taxe professionnelle unique à savoir l'importance relative des dotations perçues par la ville. Le produit des impôts ne représente que **36,12%** alors que les dotations de l'Etat et de la CAR, sur lesquelles la ville n'a pas de prise, constituent environ **43,5%** du total des recettes réelles de fonctionnement. La répartition étant quasi-identique à l'an passé.

**Structures des principales recettes de fonctionnement dans le total des recettes réelles (hors recettes de cessions d'actifs)
2001 - 2008**

	2005	2005 (2)	2006	2007	2008
Impôts directs locaux	34,83 %	35,67 %	36,43 %	35,50 %	36,12 %
Dotations de la C.A.R.	14,00 %	14,33 %	14,45 %	14,02 %	14,09 %
Dotations de l'Etat (y compris compensations fiscales)	30,39 %	31,12 %	30,83 %	29,50 %	29,38 %
Recettes autres (1)	20,78 %	18,88 %	17,99 %	20,98 %	20,41 %

(1) Les « autres recettes » se composent des recettes exceptionnelles, des subventions de fonctionnement et des recettes des services.

(2) Hors cession d'actif conformément à la M14, version après le 01/01/2006

1.1. Les dotations de l'Etat : 45,80 M€

Ce poste récapitule l'ensemble des concours financiers de l'Etat au profit de la Ville de ROUEN.

Il se décompose de la manière suivante :

- les dotations de l'Etat hors compensations fiscales pour **42,37 M€**
- les compensations fiscales liées à des exonérations décidées par le législateur, sur la taxe d'habitation, et sur les taxes foncières bâties et non bâties pour **3,43 M€**

Au total, ces dotations évoluent faiblement en 2008 soit **+ 0,74 %** après **+ 0,47 %** de CA07/06.

Au sein de ce poste, la dotation forfaitaire représente **84,99 %** (**85,15%** en 2007 et **87,43%** en 2006).

Il est à noter que **la dotation de solidarité urbaine** augmente encore en 2008 de **18%** après **5%** ces deux dernières années, passant de **1.982.502 €** en 2007 à **2.339.839 €** en 2008. La perte de cette dotation envisagée par le gouvernement serait particulièrement néfaste pour l'équilibre des finances de la ville (1).

Les compensations fiscales décidées par la loi au titre de la taxe d'habitation et du foncier bâti ainsi que les abattements de base de taxe professionnelle conservés par la ville de Rouen représentent **3,43 M€** et sont un peu en retrait par rapport à 2007 (**3,65 M€**). Cette baisse résulte pour l'essentiel de la diminution de la dotation de compensation de la taxe professionnelle qui joue un rôle de variable d'ajustement au sein de l'enveloppe de dotation distribuée par l'Etat aux collectivités locales.

1.2. Les dotations de la Communauté d'Agglomération Rouennaise : 21,97 M€

Depuis sa création, la CAR (Communauté d'Agglomération de Rouen) verse à la ville de Rouen deux types de dotations. Elles se composent en **une attribution de compensation et une dotation de solidarité communautaire**.

(1) Suppression envisagée pour Rouen dès 2009, mais le gouvernement a temporisé devant l'opposition de tous les élus Maires des villes bénéficiaires de la DSU. La réforme est repoussée à 2010.

	2005	2006	2007	2008
Dotation de Solidarité Communautaire	2 260 825,00	2 819 826,00	3 241 311,00	3 656 054,00
Attribution de Compensation	18 434 626,00	18 395 206,00	18 355 786,00	18 316 368,00
TOTAL	20 695 451,00	21 215 032,00	21 597 097,00	21 972 422,00

Si l'attribution de compensation est restée à peu près stable (**0,21%**) en se situant à **18,31M€**, la Dotation de Solidarité Communautaire (D.S.C.) a progressé et est passée de **3,24 M€** en 2007 à **3,65 M€** en 2008. Cette évolution favorable résulte pour sa plus grande partie de la dynamique positive des bases fiscales de taxe professionnelle sur le territoire de Rouen qui rentre en compte dans le calcul de la D.S.C.

1.3. Le produit des impôts directs : 56,31 M€

Le produit des impôts directs correspond aux impôts ménages (taxe d'habitation et taxes sur le foncier bâti et non bâti). Il s'élève en 2008 (y compris rôles supplémentaires) à **56,31 M€**. Il prend en compte la stabilité des taux d'imposition et l'évolution des bases de l'ordre de **2,01%** (dont **1,8%** au titre de la revalorisation forfaitaire annuelle votée par le parlement).

1.3.1 Les bases d'imposition et les taux d'imposition

Les bases d'imposition

Evolution des bases définitives depuis 2001 (en millions d'euros) :

En M€	2005	%	2006	%	2007	%	2008	%
Taxe d'habitation	122,24	4,40%	125,34	2,53%	127,73	1,90%	133,75	4,71%
Taxe foncière bâti	130,21	2,38%	133,60	2,61%	136,41	2,10%	139,64	2,37%
Taxe foncière non bâti	0,21	-4,55%	0,23	6,13%	0,24	4,72%	0,24	-0,80%
TOTAL	252,66	3,32%	259,17	2,57%	264,38	2,01%	273,64	3,50%

Au total, les bases ont été caractérisées par une croissance de **3,5%** entre 2007 et 2008. Ce dynamisme est surtout le résultat de la forte augmentation de la taxe d'habitation (+4,71%) qui résulte de l'entrée dans les bases des nouvelles constructions.

Pour information, voici l'évolution des bases de taxe professionnelle (pour la seule ville de Rouen):

En M€	2005	%	2006	%	2007	%	2008	%
Taxe Professionnelle	223,02	8,60%	223,31	0,13%	227,00	1,65%	225,79	-0,53%

Comparaison de l'évolution des bases d'imposition de la ville de Rouen par rapport aux grandes villes Haute Normandie et Basse Normandie :

	Evolution 2007/2008 Le Havre	Evolution 2007/2008 Caen	Evolution 2007/2008 Evreux	Evolution 2007/2008 Rouen
Taxe d'habitation	2,18%	1,00%	3,04%	4,71%
Taxe sur le foncier bâti	3,28%	0,71%	1,57%	2,37%

Evolution des bases définitives de la ville de Rouen entre 2004 et 2007 :

	2005	2006	2007	2008
Taxe d'habitation	+ 4,4 %	+ 2,5 %	+ 1,9 %	+ 4,71 %
Taxe foncière	+ 2,38 %	+ 2,6 %	+ 2,1 %	+ 2,37 %
Taxe sur le foncier non bâti	- 4,55 %	+ 6,1 %	+ 4,72 %	- 0,8 %

L'évolution positive des bases reflète la dynamique urbaine de Rouen.

Les taux d'imposition

Au regard des éléments fournis par la DGCL et dont les services de la ville disposent, les taux moyens des grandes villes de France pour l'année 2008 sont les suivantes :

	Taux moyen Grandes villes de France 2008	Ville de Rouen 2008
Taxe d'habitation	20,04 %	19,99 %
Taxe sur le foncier bâti	22,75 %	21,01 %

Bien que les taux d'imposition aient progressé de **2,79%** en 2004, **1%** en 2005 et **1 %** en 2006, de façon identique pour chacune des 3 taxes perçues, cette étude confirme que la ville de Rouen reste **en dessous des taux moyens nationaux des grandes villes de France à TPU** (Taxe Professionnelle Unique).

1.4. Les autres recettes fiscales ou assimilées et dotations: 7,35 M€

Il s'agit du fond départemental de la taxe professionnelle mais aussi des droits de mutation, de différentes taxes perçues au profit de la ville comme la taxe sur l'électricité (**2.085.316 €**), la taxe de séjour (**161.766 €**) ou la taxe due sur les emplacements publicitaires (**58.135 €**).

1.4.a Le fond départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP): 0,60 M€

Ce fonds est géré par le Département de la Seine-Maritime ; il est alimenté par le produit de l'écrêtement des bases de taxe professionnelle provenant des établissements dits « exceptionnels ». Ces derniers possèdent des bases de taxe professionnelle rapportées à la population de la commune d'implantation deux fois supérieures à la moyenne nationale des bases communales de taxe professionnelle par habitant.

Ce fonds est ensuite réparti par le Département notamment en faveur des communes dites « concernées » lorsque le nombre de salariés de l'établissement se situant à proximité (à savoir Renault Cléon) résidant dans la commune en l'occurrence Rouen multiplié par 4 représente au moins **1%** de la population totale de la commune.

La ville de Rouen s'est ainsi vu attribuer par le Conseil Général une somme de **607.067 €** au titre du FDPTP (en légère augmentation par rapport à l'an passé **594.333 €**).

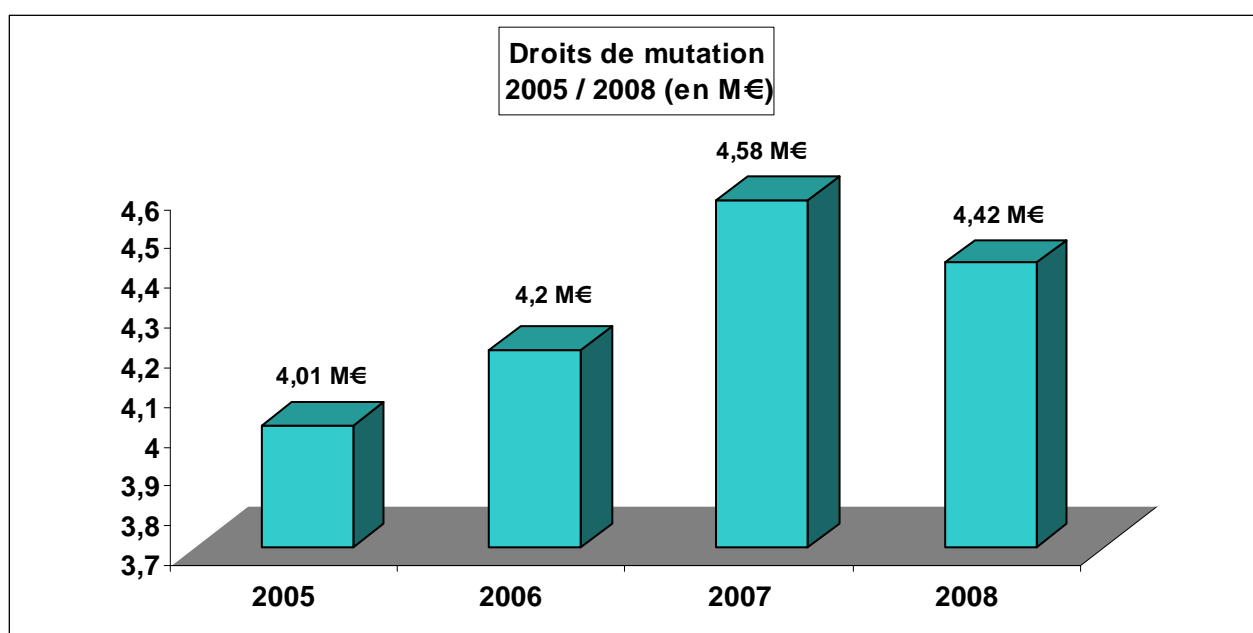
A noter qu'il s'agissait de la dernière année où la ville a perçu l'intégralité du Fonds Départemental de Péréquation de la TP (607.067 €) compte tenu de la sortie de la ville du dispositif en 2009 comme cela a été exposé lors du vote du budget primitif.

1.4.b Les autres recettes fiscales et assimilées : 6,75 M€

La progression de ce poste de + 3,25% est essentiellement liée à l'évolution des recettes de la taxe sur l'électricité (1.719.573 € en 2007, 2.085.316 € en 2008). Les droits de mutation accusent pour la première fois une baisse de 3,60% (4.586.584 € en 2007, 4.421.628 € en 2008) ce qui conforte l'inscription modeste réalisée au BP 2009 (3.900.000 €)

Le niveau de la taxe de séjour (161.766 €) est légèrement supérieur à celui constaté en 2007 (149.826€).

Evolution des droits de mutation de 2005 à 2008 :



Le dynamisme des droits de mutation est particulièrement significatif depuis 2003 ce qui montrait la bonne tenue du marché de l'immobilier jusqu'à présent, il est cependant prévisible qu'une dégradation de cette recette se produise les années à venir compte tenu de la morosité du marché immobilier.

1.5. Exploitations et recettes diverses des services : 16,80 M€

Ce poste fait l'objet d'évolution contrasté mais dont le résultat final est une augmentation de 2,81% (16.345.379 € en 2007, 16.804.128 € en 2008).

Les principales variations positives relèvent du remboursement par le concessionnaire des repas fournis à des tiers (310.438 €), du remboursement des frais d'exposition (287.646 €) ainsi que de la bonne tenue des recettes liées aux crèches (223.364 €). A contrario certains postes doivent faire l'objet d'une attention toute particulière, ainsi les droits de stationnement subissent une baisse de 7,47% (1.645.018 € en 2007, 1.522.129 € en 2008) alors que l'inscription budgétaire avait prévue une recette de 1.710.620 € (soit - 12,35%) compte tenu de l'effet « Armada ». La réflexion sur la politique de stationnement en cours mais aussi le renouvellement d'horodateur hors d'usage et donc improductifs doivent permettre de mieux valoriser cette ressource.

1.6. Les recettes exceptionnelles hors cessions d'actifs : 0,26 M€

➤ Recettes exceptionnelles : 0,26 M€

Ce montant prend en compte le dénouement de certains contentieux ou encore le remboursement d'assurance suite à divers sinistres.

1.7. Les subventions de fonctionnement : 1,40 M€

Ce poste recense les subventions versées **par l'Etat** (participation au fonctionnement de l'Ecole Régionale des Beaux Arts et du Conservatoire à Rayonnement Régional de Rouen), **par la Région** (participation au fonctionnement des gymnases, des stades et des piscines) et **du Département** (fonctionnement du Conservatoire, aide en faveur de la jeunesse avec l'opération tickets sports,...).

L'aide de ces différents partenaires hors subventions liées au personnel (emplois jeunes notamment) s'élève à **1.406.108 €** en 2008 contre **1.788.850 €** en 2007. Ce poste connaît une baisse de **21,40%** qui résulte des financements exceptionnels obtenus via le programme européen « Spatial Métro » obtenus en 2007 et non reconduit en 2008.

1.8. Les autres recettes des services : 6,01 M€

Ce poste budgétaire se décompose en 2 grandes masses distinctes :

- Les recettes liées aux **charges de personnel** (remboursement assurance, participation salarié tickets restaurants etc..) sont en légère augmentation de **+ 1,85%** pour s'élever à **2,38 M€** en 2008 contre **2,34 M€** en 2007. Ces recettes sont caractérisées par des évolutions très contrastées d'une année sur l'autre.

- Les recettes issues de la gestion active de la dette diminuent, passant de **4,24 M€** à **3,62M€** Ces évolutions résultent du comportement des produits structurés (SWAPS) sensibles aux variations de pente et pour laquelle des conditions de marché constatées en 2008 n'ont pas été aussi favorables que les années passées. Cette évolution annonce les difficultés que l'année 2009 connaît avec les produits les plus à risque.

2 - L'analyse des dépenses réelles de fonctionnement

	2005	2006	Evolution 2005/2006	2007	Evolution 2006/2007	2008	Evolution 2007/2008
Dépenses réelles de fonctionnement (hors subventions d'équipement versées)	128 009 742 €	131 477 166 €	2,71%	139 363 057 €	6,00 %	143 690 037 €	+ 3,10 %

Les dépenses réelles de fonctionnement (hors subventions d'équipement et fonds de concours versés) passent de **139.363.056 €** en 2007 à **143.690.037 €** en 2008 soit **+ 3,10%**.

Cette évolution doit toutefois être corrigée des variations de SWAPS **3.533.067 €** en 2007 à **3.599.200 €** soit **+ 1,87%**) pour laquelle le mécanisme d'échange de taux conduit la ville à disposer d'une recette moins favorable que l'an passé (**4.248.217 €** en 2007 à **3.622.822 €** soit **- 14,72%**).

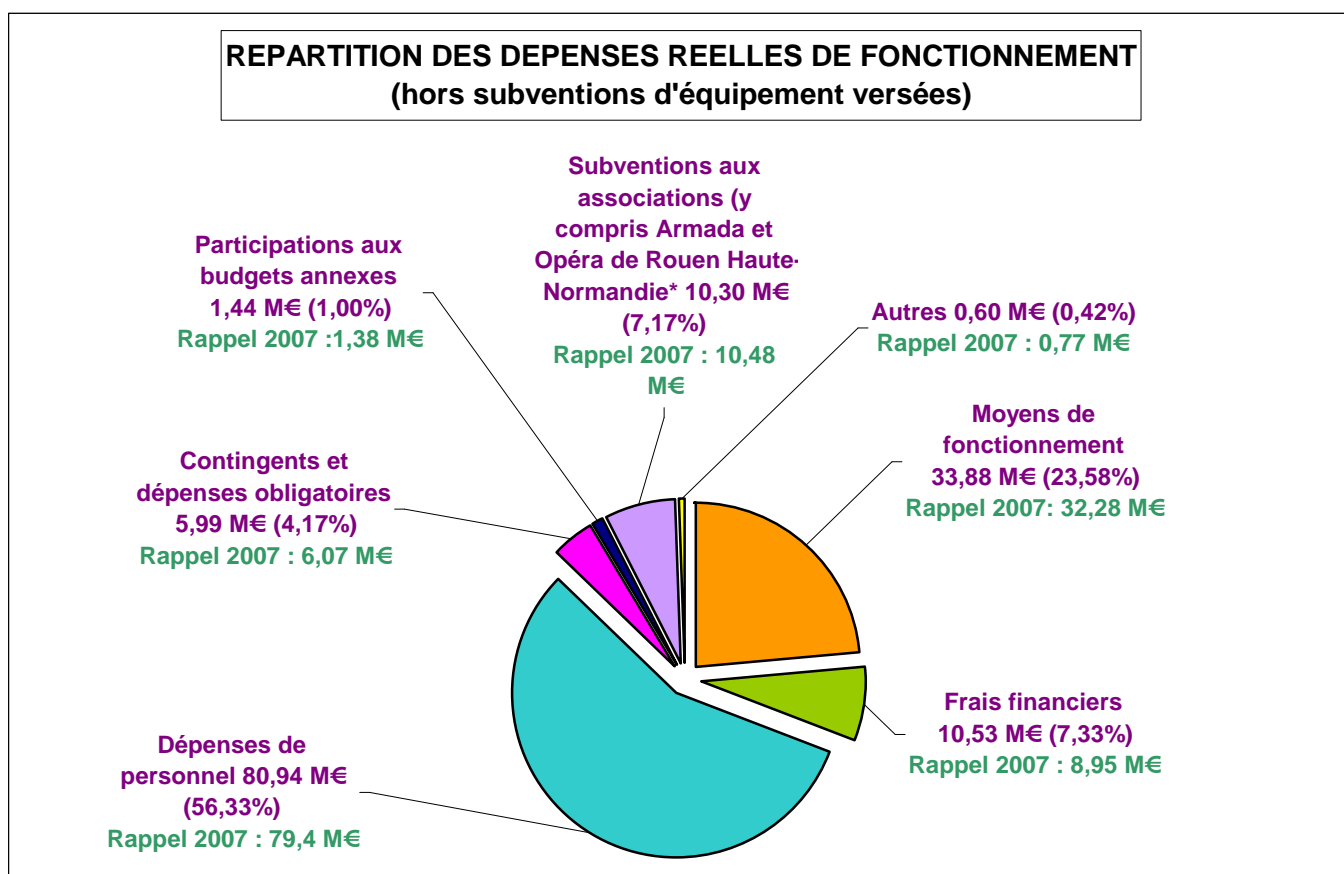
Une fois corrigées de la variation liée aux mouvements des SWAPS, les dépenses réelles de fonctionnement varient de CA2007 à CA2008 de **+ 3,67%**.

L'évolution globale des dépenses de gestion (hors dépenses liées aux intérêts de la dette et des SWAPS) est de **2,64%** par rapport à **3,74%** de CA2007 à CA2006.

Le fonctionnement général des services (**+ 4,39%**) subit une augmentation liée à l'envolée du coût des fluides, de l'énergie et de l'eau en 2008 (**+ 40%** sur les combustibles, **+ 10%** sur l'électricité, **+38%** sur l'eau). Le poste de maintenance éclairage public (**+17,54%**) évolue fortement en phase avec la montée des loyers du PPP.

Enfin, il convient de noter l'évolution de la subvention au TDV (**+ 4,07%**) pour permettre de financer la 2^{ème} partie de la saison 2008, qui n'avait pas été budgétée au BP 2008 et plus généralement du chapitre portant sur les subventions aux associations (**+ 3,65%**) du fait de l'aide apportée à l'association portant la manifestation de l'Armada.

Enfin, le montant des créances irrécouvrables d'années antérieures fait un bond de **117,63%** passant de **77.685 €** en 2007 à **169.220 €** en 2008. Cette situation mérite une attention particulière au regard des alertes effectuées par le trésorier (facture d'eau, de cantine, ...) et révèle les difficultés financières de certains de nos concitoyens.



* Hors avances 2009 rattachées en 2009 pour 250.000 €

2.1. Des charges de personnel maîtrisées : 80,94 M€

Les charges de personnel représentent **56,70%** des dépenses réelles de fonctionnement (**56,99%** en 2007). Outre la masse salariale, ces dépenses comprennent principalement la participation versée au titre des tickets repas (T.R), les frais de formation du personnel, le contrat de prévoyance sociale (SOFCAP), les subventions versées au COSC (comité des œuvres sociales et culturelles) et la mutuelle du personnel.

L'ensemble des dépenses augmente de **+ 1,92%** par rapport à 2007. Mais la masse salariale (traitements, charges et titres repas), quant à elle, progresse de **+ 4,77 %**.

Il convient de rappeler que le BP 2008 avait été largement sous dimensionné. Ainsi les **79,80M€** du chapitre 12 ont dû être réajustés à **80,6 M€** par voie de décision modificative pour faire face aux besoins réels de rémunération du personnel.

Bilan pluriannuel des intégrations d'agents en situation précaire

Contrats \ Année	Horaires	Temporaires	C.E.C.	C.A.	C.A.E.	C.E.J.	Adultes Relais	Apprentis	TOTAL
2005	11	10	2						23
2006	23	16	6	1		1	2	1	50
2007	22	13	9	2	4				50
2008	17	20		6	4			2	49
TOTAL	141	87*	35	9	8	36	2	12	281

* Il s'agit pour certains d'anciens agents horaires, apprentis ou emplois d'insertion

- **Les dispositifs d'emplois aidés** (Contrat d'Avenir et Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi) : La consommation des crédits en 2008 correspond à **934 K€** soit **95,66%** en dépenses et à **549 K€** soit **112 %** en recettes.

- **La Valeur du point d'indice** : L'élaboration du Budget Primitif pour l'exercice 2008 intègre une hausse de la valeur du point d'indice de **+ 0,4%** à compter du 1^{er} juillet, soit **+ 0,2%** sur 12 mois. En fait, une première hausse est intervenue au 1^{er} mars 2008 de **+ 0,5%** suivie d'une seconde au 1^{er} octobre 2008 de **+ 0,3%** soit une hausse globale de **+ 0,5%** en année complète.

Budgétairement, cette mesure représente pour 2008, une dépense de **385.000 €**, alors que n'avait été financé que **147.000 €**

- **Le régime indemnitaire** : **99,87%** des crédits prévus en 2008 ont été utilisés, **99,74%** en 2007, ces taux de réalisation illustrent une réelle appropriation de l'utilisation des crédits alloués au régime indemnitaire par l'administration.

- **Les heures supplémentaires** : Concernant l'année 2008, un nombre important d'heures supplémentaires a été effectué pour un total de plus de **1,2 M€** au lieu de **784 K€** en 2007, soit une augmentation de **462 K€**. Il s'agit pour partie d'heures supplémentaires en lien avec des événements (**261 K€**), essentiellement l'Armada, mais également des heures inhérentes à l'activité des services ou relatives aux scrutins ayant eu lieu au cours de l'exercice (élections municipales, cantonales, professionnelles).

- **La Garantie individuelle du Pouvoir d'Achat** : ce dispositif de nature indemnitaire visait à compenser les pertes du pouvoir d'achat constatées sur une première période du 31/12/2003 au 31/12/2007. Les 81 agents concernés ont perçu cette indemnité au cours du dernier semestre 2008, pour un total de **36 K€**

- **Les départs en retraite** : Dans la continuité de n'année précédente, un nombre équivalent d'agents a fait valoir leur droit à retraite soit un total de 68 agents, 70 en 2007. Leur remplacement a permis de favoriser la mobilité interne et la résorption de la précarité.

Bilan pluriannuel des mouvements de personnel inscrits dans le cadre de la mobilité interne :

Année	Situations individuelles	DONT mobilité interne (hors reclassement)
2005	76	46
2006	72	51
2007	51	65
2008	59	41
TOTAL	329	221

2.2. Le poste « contingents, dépenses obligatoires et dépenses diverses » : 5,99 M€

Ce poste recense essentiellement la participation de la ville au Centre communal d'action sociale (CCAS) pour **3.560.000 €, + 4,33%**. Cette participation représente environ **50%** des recettes du budget principal du CCAS.

Les autres dépenses recensées au sein de ce poste budgétaire soit 2.437.723 € sont notamment :

- la participation versée au **centre social Saint Vivien** destinée à faire face à son déficit de fonctionnement pour **229.545 €**
- les participations de la ville au fonctionnement **de l'A.G.E.M.U.R**, association chargée de la gestion des écoles de musique pour **461.000 €** en augmentation de **2,44%** et au fonctionnement des écoles privées pour **529.547 €**

2.3. Participations aux budgets annexes : 1,44 M€

La participation versée par le budget principal au profit des budgets annexes ne concerne que **le Théâtre Duchamp Villon** pour un montant de **1.439.610 € TTC**. Cette participation d'équilibre représente plus de **75%** des besoins de financement générés par l'activité du Théâtre Duchamp Villon et est en augmentation de **+ 4,07%** de CA08/CA07.

La subvention d'équilibre versée a permis d'assurer les besoins réels liés à la totalité de la saison artistique du Théâtre Duchamp Villon en 2008.

2.4. Subventions aux Associations et participation versée à l'E.P.C.C. opéra Rouen-Normandie : 10,30 M€

Les sommes versées à l'EPCC et aux associations s'élèvent à **10,30 M€** en 2008 contre **10,48 M€** en 2007. Il convient cependant de réintégrer l'avance 2009 versée en 2008 pour **250.000€** qui comptablement doit être rattachée à l'exercice 2009. L'EPCC aura par conséquent bénéficié d'un versement de **3.436.974 €** en 2008. La Région s'est particulièrement engagée en 2008 dans le soutien de l'EPCC en faisant progresser sa subvention d'**1 M€** puis **2 M€** en 2009.

Elles se déclinent de la manière suivante :

- Subventions aux associations : **7.112.397 €** (dont **396.830 €** destinés à l'association chargée de l'Armada 2008)
- Participation versée à l'EPCC : **3.436.974 €**

La ville de Rouen a aidé financièrement en 2008 plus de **364** associations. La loi oblige les collectivités qui versent une subvention supérieure à **23.000 €** à signer une convention d'objectif avec l'association. Au total, **56** associations sont concernées par cette mesure. Toutefois, la ville de Rouen va au-delà de l'obligation réglementaire car en 2008, **78** conventions d'objectifs ont été signées.

2.5. Contentieux et titres annulés : 0,57 M€

Ce poste peut connaître des variations significatives d'une année sur l'autre en fonction de l'importance des titres annulés sur les exercices antérieurs et des créances irrécouvrables. L'année 2008 a supporté une envolée du montant des créances irrécouvrables qui révèle les difficultés financières des Rouennais les plus fragiles.

2.6. Les moyens de fonctionnement des services : 33,88 M€

Au global, le montant des charges affectées au fonctionnement des services progresse de **4,93%** pour s'établir à **33,88 M€**

Cette évolution significative résulte pour l'essentiel des coûts des fluides et de l'énergie ainsi que de la montée en charge des loyers de maintenance du PPP (cf p15).

Evolution de la consommation du poste « moyens des services » depuis 2005

Euros	2005	%	2006	%	2007	%	2008	%
Moyens de fonctionnement	29 365 813	4,06%	30 197 951	2,83%	32 285 003	6,91%	33 877 500	4,93%
Fonctionnement général	15 242 643	0,31%	16 330 826	7,14%	18 109 815	10,89%	18 904 668	4,39%
Interventions et moyens de fonctionnement	14 123 170	8,43%	13 867 124	-1,81%	14 175 188	2,22%	14 971 832	5,62%

Evolution prévisionnelle des loyers du Contrat de Partenariat Public Privé

Milliers d'euros constants	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Récapitulatif annuel du budget la Ville								
Total								
Loyer financier (A) hors fonds de réserve	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Frais financiers TTC (fonctionnement)	13139,71	179,71	375,71	549,97	704,59	786,69	860,66	860,66
Loyers en cession de créances TTC (investissement)	36862,04	444,39	962,77	1 451,83	1 924,20	2 196,36	2 439,39	2 439,39
Loyers renouvellement TTC (investissement)	22368,86	2 288,86	2 965,03	2 571,87	2 282,96	1 914,28	856,91	682,30
S/Total		2 912,96	4 303,51	4 573,66	4 911,75	4 897,33	4 156,95	3 982,34
Loyers Energie et maintenance TTC (prévisionnel) (fonctionnement)		1 507,00	1 810,00	1 810,00	1 810,00	1 810,00	1 810,00	1 810,00
TOTAL		4 419,96	6 113,51	6 383,66	6 721,75	6 707,33	5 966,95	5 792,34

Milliers d'euros constants		2015 à 2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Récapitulatif annuel du budget la Ville								
	Total							
Loyer financier (A) hors fonds de reserve		2015	2023	2024	2025	2026	2027	2028
Frais financiers TTC (fonctionnement)	13139,71	860,66	860,66	860,66	215,16	0,00	0,00	0,00
Loyers en cession de créances TTC (investissement)	36862,04	2 439,39	2 439,39	2 439,39	609,85	0,00	0,00	0,00
Loyers renouvellement TTC (investissement)	22368,86	627,00	609,04	609,04	1 464,92	1 023,39	209,96	0,00
	S/Total	3 927,05	3 909,09	3 909,09	2 289,93	1 023,39	209,96	0,00
Loyers Energie et maintenance TTC (prévisionnel) (fonctionnement)		1 810,00	1 810,00	1 810,00	1 810,00	1 810,00	1 810,00	301,00
	TOTAL	5 737,05	5 719,09	5 719,09	4 099,93	2 833,39	2 019,96	301,00

III./ LES RESULTATS DE LA SECTION INVESTISSEMENT

Les caractéristiques de l'endettement long terme

1 - L'endettement propre

Le financement des investissements de l'exercice 2008 s'est inscrit dans un contexte financier des plus tendus.

En effet, au moment où la ville a lancé sa consultation au cours du dernier trimestre 2008 auprès des partenaires financiers pour emprunter les 23 millions nécessaires, la crise interbancaire battait son plein.

Ainsi, outre des index extrêmement élevés (l'euribor 3 mois était ainsi à **5,50%** le 30 septembre 2008), les établissements bancaires ne disposaient plus de liquidité à prêter à leurs clients.

Cette ressource rare et chère n'a pu être trouvée qu'au terme d'une négociation difficile avec les établissements bancaires. Certains des partenaires habituels de la ville se sont en effet trouvés dans l'incapacité de prêter, d'autres n'ont pu s'engager que sur des montants largement insuffisants pour combler les besoins 2008 de la ville.

C'est dans ce contexte d'incertitude que le recours à l'émission obligataire a dû être remis à un prochain exercice. En effet, la ville avait envisagé d'intégrer, pour 10 millions d'euros, un groupement de collectivités pour émettre des obligations et diversifier ses sources de financement. Néanmoins, la morosité conjoncturelle et l'immobilisme du marché obligataire laissaient craindre que les obligations émises ne trouvent pas acquéreur et que la ville ne puisse de ce fait obtenir en 2008 les fonds attendus pour cet exercice.

C'est pourquoi la ville de Rouen s'est tournée de nouveau vers l'intermédiation bancaire classique.

Les 3 emprunts souscrits auprès de 3 partenaires bancaires différents présentent les caractéristiques suivantes :

- Emprunt de 10 millions d'euros, souscrit auprès de DEXIA pour une durée de 15 ans. Le taux appliqué est de **4,54%** fixe garanti durant les 3 premières années puis taux fixe 4,54% si l'euribor 12 est inférieur ou égal à 6,75% ou taux fixe 4,54% + 5 x (euribor 12 mois – 6,75%) dans le cas contraire. C'est un produit à taux fixe pour 3 ans puis à structure simple comportant un risque faible.

Ce contrat est assorti de dispositions environnementales qui conduisent le prêteur à acquérir et détruire 1.000 quotas d'émissions de gaz à effet de serre de CO₂. DEXIA s'est effectivement acquitté de cette mission au cours du mois de février 2009.

- Emprunt de 10 millions d'euros sur 20 ans contracté auprès de la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel Normandie-Seine. Il s'agit d'un contrat de type taux fixe annulable. Le taux est de **4,65%** ou euribor 3 + **1,05%**. Cette option est activable à l'initiative de la banque à échéance trimestrielle. Le passage à taux variable, une fois acté est définitif.

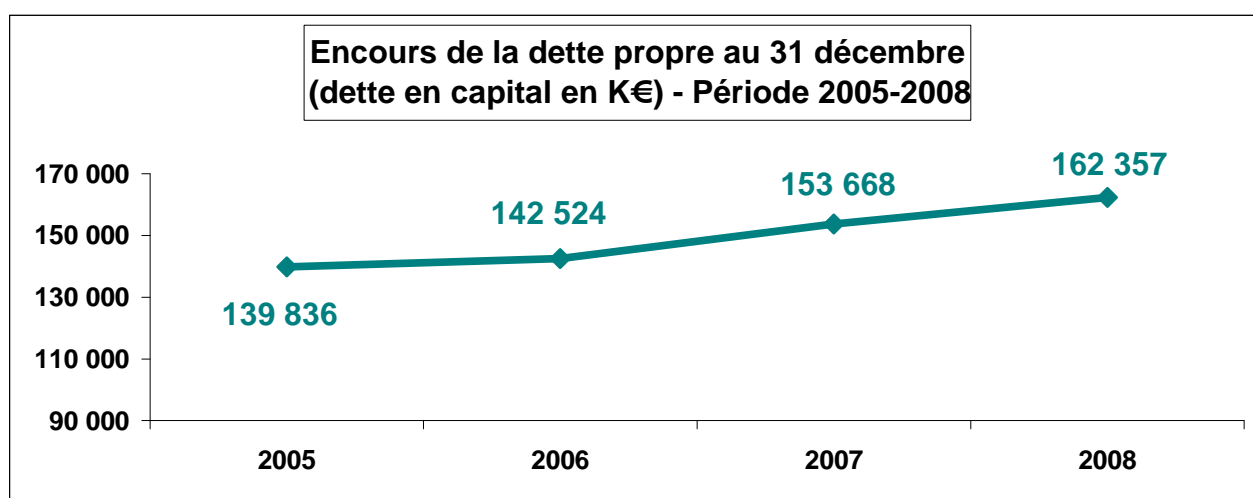
- Emprunt de 3 millions d'euros sur 20 ans souscrit auprès de la Caisse d'Epargne Normandie en taux variable (euribor 3,6 ou 12 mois) margé à **1%**. Une fraction de ce notionnel, soit **13.468,28 €** est destinée au budget du Théâtre Duchamp Villon et **32.348,90€** au budget des Locations Mobilières.

Ces 3 emprunts, conclus dans une période particulièrement délicate, sont cependant très raisonnables et dans leur taux et dans leur structure, marquant ainsi la volonté de la nouvelle équipe municipale de ne pas poursuivre la politique hautement spéculative et risquée conduite antérieurement.

L'encours de dette de la ville de Rouen était au 31 décembre 2008, compte tenu de ces nouveaux emprunts et de l'amortissement en capital réalisé au cours de l'exercice, de **162.356.694,69 €** en ce qui concerne le budget principal.

Le groupe Caisse d'Epargne représente environ **40%** de l'encours, DEXIA **25%**, le groupe Crédit-Agricole **13%** et la Société Générale **12%**.

La part des taux fixes est, en apparence dominante dans la dette (**74%**). Mais la part de dette sécurisée n'est que de **13,7%**. En effet, les taux fixes sont composés d'une large part de taux fixes structurés (**60,85%**) qui ont optimisé le taux moyen ces dernières années mais rendent la stratégie très incertaine aujourd'hui. La part des produits les plus toxiques a été réduite (cf plus bas) de **20%** à **14%** fin 2008.



Sur la période 2001-2007, l'encours de dette consolidé de l'ensemble des budgets principal et annexes est passé de **1.102 €** à **1.422 €** par habitant, soit une augmentation moyenne de **53 €** par an. Pour comparaison, elle était de **1.284 €** en 2005 par Rouennais alors que la moyenne nationale de la strate s'établissait à **1.264 €** (source Dexia). A titre de comparaison, les villes de Nancy ou Orléans qui relèvent de la même strate que Rouen, se situent à respectivement **1.046 euros/hab** et **822 euros/hab**.

La gestion active de la dette

Une opération a été conclue en février 2008 avec DEXIA pour réaménager plusieurs emprunts structurés à haut risque dont celui indexé sur l'index polonais Wibor. Son aménagement était devenu impératif et urgent au vu des anticipations fournies par les marchés financiers.

L'encours total des 4 emprunts concernés, **30.615.155,79 €** a été scindé en 3 tranches présentant chacune une structure différente afin de diluer les risques. Elles bénéficient toutefois toutes 3 d'une période garantie de 3 ans environ.

- 1^{ère} tranche : 3,50% taux fixe puis minimum (euribor) 12 ou 5,25%) – 0,05% + 5 x (Libor USD – 6,40%) si Libor USD > 6,40%,
- 2^{ème} tranche : 3,85% taux fixe puis taux fixe 3,85% + 5 x (Libor CHF 12 mois – 4%) si Libor CHF 12 > 4%,
- 3^{ème} tranche : 3,85% taux fixe puis 5,35% + 50% x ((1,445 / (eur/chf)) – 1).

Ces structures font l'objet d'un suivi attentif dans le but de capter toute nouvelle opportunité de marché susceptible de permettre un retour à une situation moins risquée sans augmenter la charge financière.

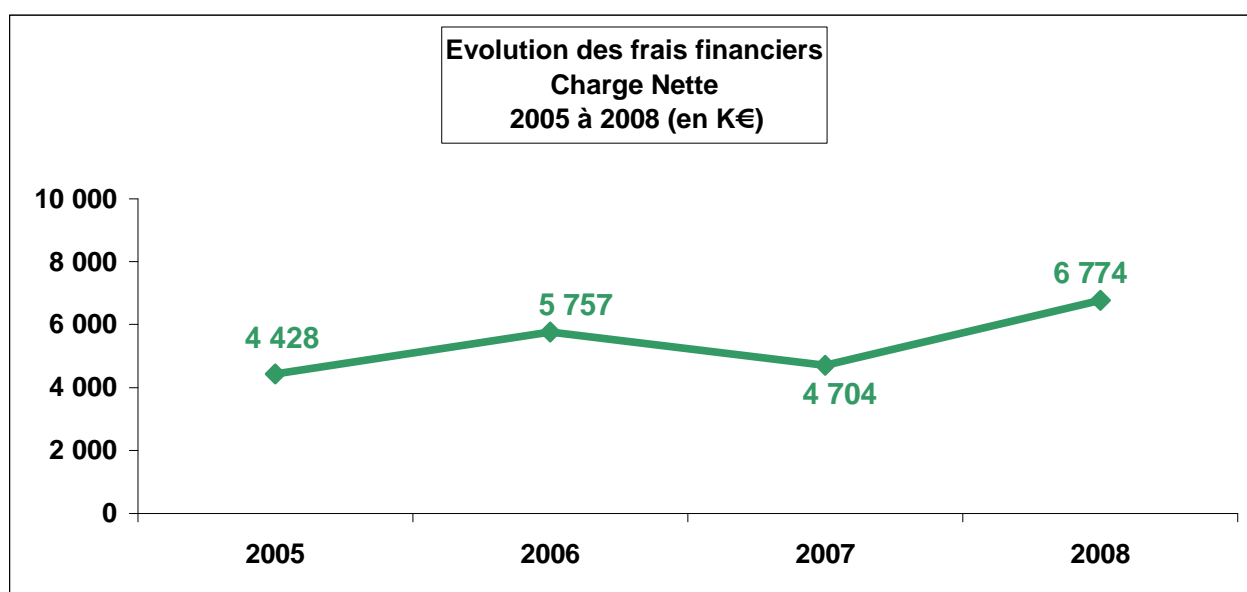
Cette recherche pour sortir des positions les plus à risque a conduit la ville de Rouen à ouvrir des négociations avec Natixis pour quitter deux swaps à incrémentation conditionnelle du taux d'intérêt payé (effet snowball), sans qu'une solution viable n'ait pas pu être trouvée à ce jour, malgré l'urgence de la situation.

La volatilité extrême dont font preuve les marchés financiers permettent néanmoins parfois de capter des opportunités au bénéfice de la ville.

C'est ainsi qu'un contrat assorti d'un effet snowball, souscrit fin 2007 avec RBS a pu être restructuré en fin d'année 2008 en collaboration avec cette banque pour annihiler l'effet cumulatif potentiellement dangereux pour les finances de la ville, sans surcoût.

Le contrat de prêt, un montant de 9,5 M€ bénéficiait d'une période de taux fixe garanti à 3,50% jusqu'en décembre 2010, date à compter de laquelle le taux payé devenait le taux payé à l'échéance précédente plus 1,5 x (libor USD – 7,50%), si cet index venait à dépasser 7,50%. Tous franchissement du libor USD de la barrière fixée à 7,50% devait donc incrémenter de manière définitive le taux payé et ce jusqu'au terme du contrat en septembre 2027.

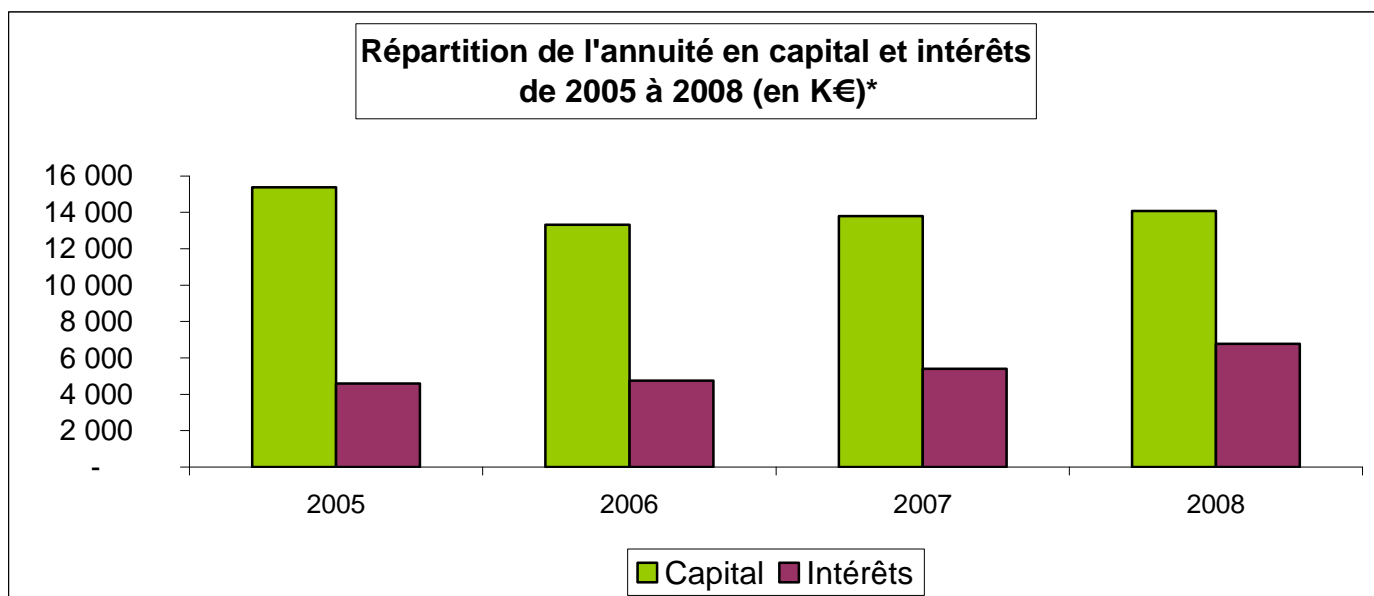
Cet effet snowball a pu être remplacé par une option activable à l'initiative de la banque par laquelle elle peut, à compter de décembre 2010, substituer au taux fixe de **3,50%** payé par la ville un simple euribor 3 mois assorti d'une marge négative de **0,05%**.



*dont SWAP et subventions en annuités

Détail de l'évolution des frais financiers après prise en compte des opérations de SWAP :

	2005	2006	Evolution	2007	Evolution	2008	Evolution
Intérêts de la dette et frais financiers (hors SWAP)	5.424.122	5.349.617	- 1,37%	5.419.448	+ 1,31%	6.797.282	+ 25,42%
Dépenses liés aux SWAPS	1.324.738	2.132.920	+ 61,01%	3.533.067	+ 65,64%	3.599.200	+ 1,87%
Sous total des frais financiers payés	6.748.860	7.482.537	+ 10,87 %	8.952.515	+ 19,65 %	10.396.482	+ 16,13 %
Recettes liées aux SWAPS	2.321.180	1.725.466	- 25,32%	4.248.217	+ 146,21%	3.622.820	- 14,72%
TOTAL	4.427.680	5.757.071	+ 29,84%	4.704.298	- 18,29%	6.773.662	+ 43,99%

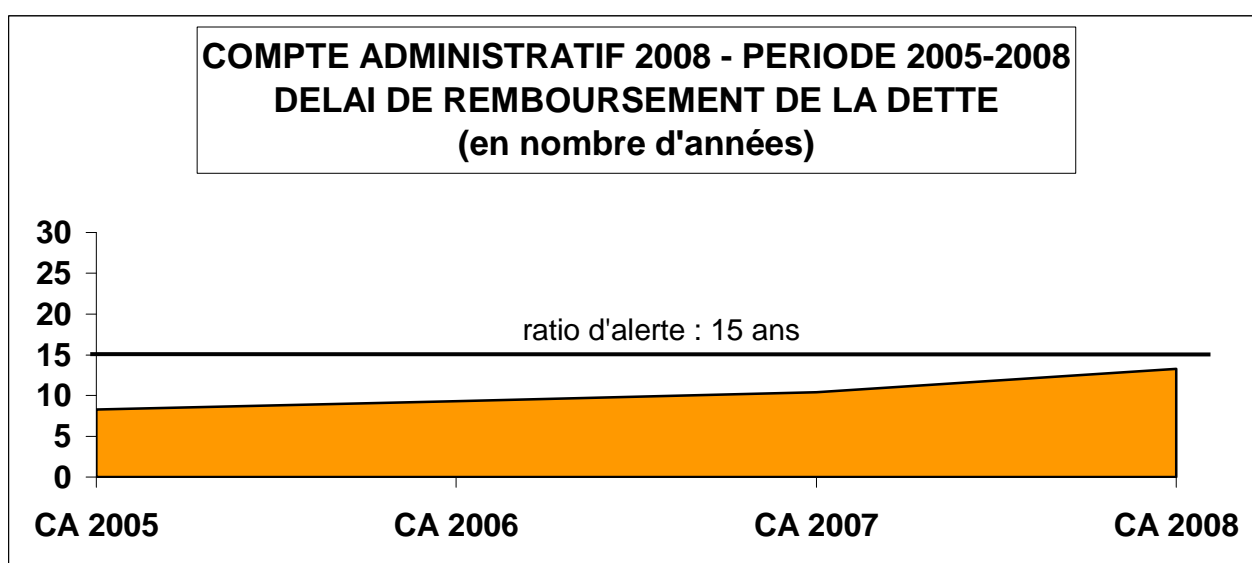


* correspond au paiement des intérêts et du capital de la dette hors PPP et subventions en annuités

La capacité de désendettement

La capacité de désendettement indique la durée théorique nécessaire au remboursement de la dette lorsque l'intégralité de l'épargne brute y est consacrée.

Ce ratio, encours de la dette sur épargne, se situe à **13,26 ans** et tend à se dégrader.



Les autres dettes

La dette en annuité représente pour sa part une charge globale, comprenant le remboursement du capital et le paiement des intérêts, de **159.580 €** sur l'exercice 2008.

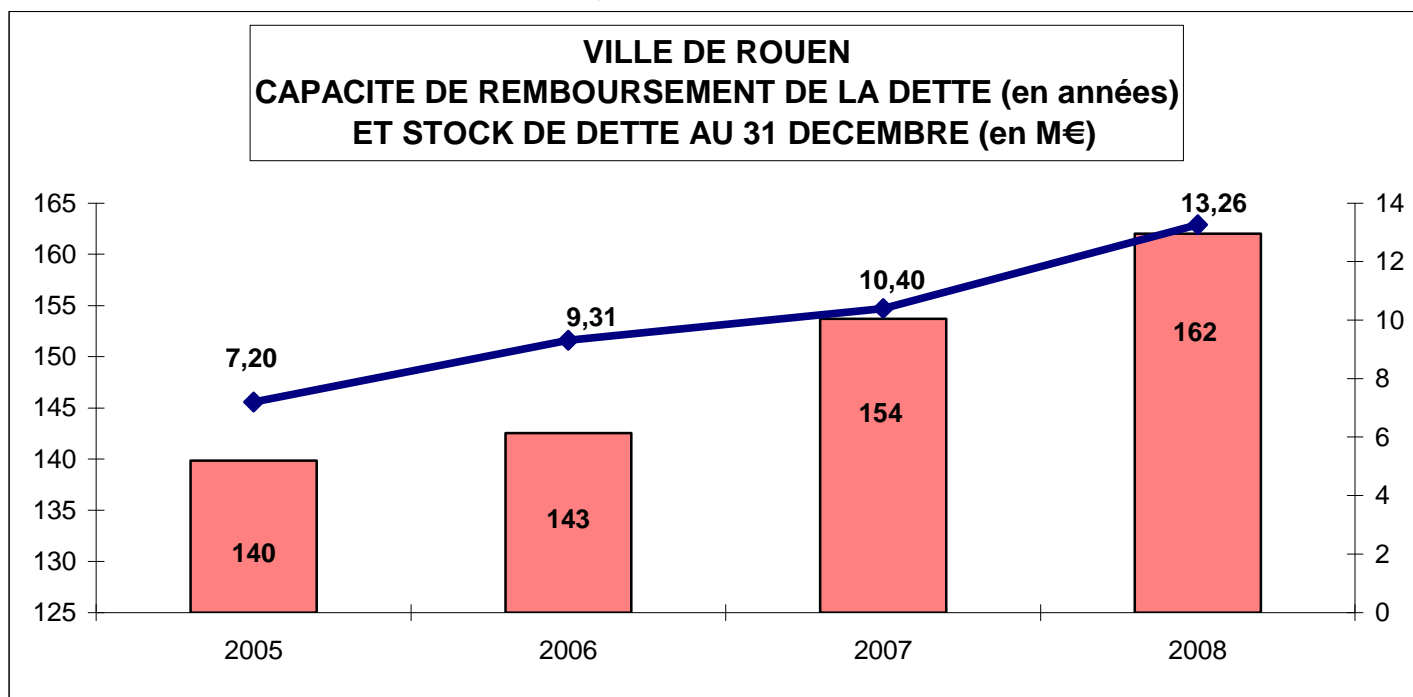
Endettement court terme

La ville dispose de lignes de trésorerie d'un montant de **29 M€** comme les années précédentes. Ces emprunts court terme, dont la durée est un an, servent à faire face aux dépenses de la collectivité sans avoir mobiliser d'emprunt long terme.

Leur renouvellement est intervenu en septembre 2008 et au terme de la consultation, 3 contrats ont été souscrits, à savoir **9 M€** avec Dexia Crédit Local, **10 M€** avec le groupe Caisse d'Épargne et **10 M€** avec la Société Générale.

En collaboration étroite avec la trésorerie municipale, il est fait une utilisation quotidienne de ces outils afin de gérer de façon optimale le compte de la ville auprès du Trésor Public.

Ainsi, les tirages cumulés de lignes de trésorerie se montent à **165 M€** et naturellement, des remboursements à cette même hauteur pour un montant d'intérêt de **825.000 €**



2 - Les recettes d'investissement hors emprunts

- **Le fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée, la taxe locale d'équipement, les amendes de police, : 7,43 M€**

Ce poste budgétaire passe de **8,07 M€** à **7,43 M€**, cette baisse est notamment dû au FCTVA qui revient à un niveau moindre (**4,11 M€** en 2007 contre **3,8 M€** en 2008). Dans le même temps, la taxe locale d'équipement continue sa progression (**912.394 €** en 2007 et **922.962 €** en 2008).

Le produit des amendes est en recul par rapport à 2007 (**3.050.001 €** en 2007, **2.479.983 €** en 2008).

- **Les subventions d'investissement : 8,38 M€**

Le niveau des subventions d'investissement a tendance à diminuer d'une part parce que Rouen Seine Aménagement perçoit désormais directement les subventions ce qui évite les mouvements de trésorerie, d'autre part en raison du décalage entre la dépense et la recette, ainsi une recette de **200.000 €** attendue pour la Maison de la Famille ne sera perçue qu'en 2009.

Parmi les subventions encaissées en 2008, on peut citer l'Etat pour la construction de la Médiathèque (**3.650.706 €**), le Département et l'ANRU pour les aménagements structurants de TEOR sur les hauts de Rouen (**238.002 €** et **659.930 €**), ou encore **669.202 €** pour le parc et le terrain de football Grammont par la Région et **47.374 €** par le Département.

Un tableau récapitulatif est joint en fin de présentation.

- Les recettes de cessions d'actifs : 0,99 M€

Les opérations d'envergure ayant été réalisées sur les années antérieures, la ville a épuisé la majeure partie de cette ressource. Cette situation devrait perdurer sur les années à venir.

Malgré cela, une somme de **3,2 M€** avait été fixée au BP 2008 qui ne s'est réalisée qu'à hauteur de **31%**.

3 - Les dépenses d'investissement

Tableau des investissements *
(en euros)

	2005	2006	2007	2008
Investissements (1) <i>(y compris subventions d'équipement)</i>	29 768 644	40 851 802	49 642 347	45 254 094
<i>Dont investissements directs</i>	28 398 584	35 702 307	42 800 424	32 306 799
<i>Taux de réalisation des investissements directs</i> <i>(hors subventions d'équipement)</i>	74,90 %	87,39 %	86,20 %	71,40 %
Besoin de financement budgétaire de l'année	17 180 522	22 400 418	22 970 518	30 238 450
Emprunts réellement souscrits (2)	21 000 000	16 000 000	25 100 000	22 940 000
Emprunts réellement souscrits / investissements	70,54 %	39,17 %	50,56 %	50,70 %

* ces investissements comprennent également les subventions versées aux maîtres d'ouvrages extérieurs (Etat, Département, bailleurs sociaux)

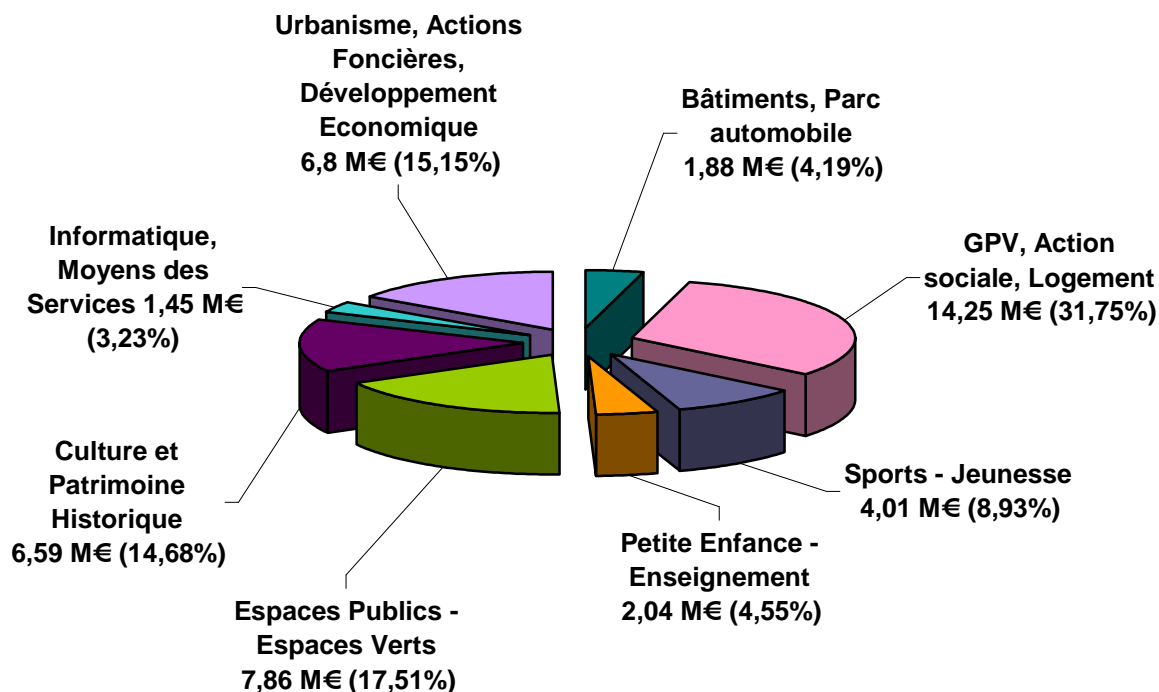
(1) y compris immobilisations financières

(2) Emprunts réellement souscrits dans l'année après prise en compte des reports antérieurs.

Comparaison entre les dépenses d'investissement mandatées (y compris subventions d'équipement et fonds de concours) et la mobilisation de l'emprunt entre 2004 et 2008 :

	2005	2006	2007	2008
Travaux et acquisitions	28 398 584	28 564 434	35 227 807	32 044 543
Subventions d'équipement et Fonds de concours	918 991	5 149 595	7 997 178	12 947 295
Autres investissements	451 069	7 137 873	6 417 363	262 256
TOTAL	29 768 644	40 851 902	49 642 348	45 254 094
Emprunts souscrits	21 000 000	16 000 000	25 100 000	22 940 000
Rapport entre dépenses d'investissement et les emprunts souscrits	70,54 %	39,17 %	50,56 %	50,69 %

REPARTITION DES CREDITS DE PAIEMENTS MANDATES



LES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS

En 2008, les crédits de paiement mandatés pour couvrir les travaux, études, acquisitions et subventions d'équipement se sont élevés à **45,25 M€**

Le montant est à comparer au niveau constaté en 2006 (**40,85 M€**) et 2007 (**49,64 M€**).

Parmi les opérations envisagées et poursuivies en 2008, on peut noter les crédits affectés à l'opération « l'Auberge de Jeunesse » (**3,8 M€** mandatés), le démarrage des ZAC Luciline et Aubette Martainville (**0,9 M€**), la montée en charge des loyers du PPP (**4,4 M€**).

La ville a également décidé de sortir au 1^{er} janvier 2009 du GIP Marité afin de mettre un terme aux coûts considérables de cette opération. En 2008, c'est encore près de **665.000 €** qui ont été consacrés à la restauration du navire.

3.1) Amélioration du cadre de vie des Rouennais

* Voirie, Eclairage Public et Signalisation

Un montant de **6,80 M€** a été consacré en 2008 à la maintenance de la voirie communale (la rénovation des chaussées a mobilisé près de **1.780.068 €**), l'entretien et l'aménagement des places publiques (**346.359 €** ont été consacrés à la fin de l'aménagement de la place Saint Clément à l'éclairage public ou à la réalisation de voies).

Sur ces derniers points, la montée en puissance des loyers consacrés au Contrat de Partenariat Public Privé a généré un besoin de financement de **3.149.449 €**, l'aménagement des quais près de **247.100 €** et la protection du plateau piétonnier **294.781 €**

La ville participe également aux études préliminaires du réseau ferré d'agglomération pour **315.000 €**

* Propreté

L'effort s'est porté en 2008 sur le renforcement des moyens mécanisés. C'est ainsi près de **349.377 €** qui ont été investis dans l'acquisition de véhicules spécialisés de nettoyage.

* Espaces Verts

Outre les crédits consacrés comme chaque année aux dépenses récurrentes, un effort a été réalisé sur le réaménagement des carrés dans les cimetières (**45.739 €**), la poursuite du programme de mise en valeur de la côte Sainte Catherine (**40.002 €**) et la réalisation de l'aménagement des aires de jeux de la Croix d'Yonville.

* Equipements Sportifs

Les travaux de sécurité (**336.723 €**) et de rénovation des gymnases (**284.897 €**) absorbent la quasi-totalité des crédits consacrés aux équipements sportifs pour environ **950.000 €**

* Enseignement, Ecole, Petite Enfance, Jeunesse

C'est l'opération « Auberge de Jeunesse » avec près de **2.626.759 €** qui aura marqué ce secteur d'intervention durant l'année 2008 (le chantier se terminera à l'automne prochain).

Les frais liés au concours d'architecte de la crèche Rose des vents auront mobilisé **220.766 €**. A noter également la subvention d'équipement versée pour **89.011 €** afin d'améliorer les conditions d'accueil des bénéficiaires de la crèche Graffiti's.

Enfin, la poursuite du programme « Bureautique dans les écoles » et un budget de **123.056 €** consacré à cette opération.

* Bâtiment / Environnement / Urbanisme

Les travaux de mise en conformité de l'Hôtel de Ville se sont poursuivis en 2008 (**535.252 €**) et la patinoire du centre Guy Boissière s'est vu dotée d'une nouvelle surfaceuse (environ **90.000 €**). Le programme de rénovation d'anciennes installations de chauffage (en lien avec la démarche Agenda 21) a permis de remplacer pour **155.810 €** de chaudières énergivores.

Le programme d'actions foncières de la collectivité a été encore soutenu en 2008. Ainsi, près de **2.879.000 €** ont été consacrés à l'acquisition de terrain ou de bâtiments (**1.065.185 €**) et au rachat de terrain d'équipement via l'EPFN (**1.814.616 €**).

En matière d'urbanisme, les projets de développement des ZAC Luciline et Aubette Martainville sont rentrés en phase concrète de réalisation avec respectivement **900.000 €** et **500.000 €** consacrés par la ville à ces opérations via notre aménageur RSA.

A noter, la participation pour **120.000 €** à la réhabilitation de l'Hôtel de Crosne désormais siège du Tribunal Administratif de Rouen.

* Solidarité / Habitat

La participation ville au protocole CGLLS (**1.140.000 €**) ainsi qu'à diverses autres opérations portées par Rouen Habitat (Plan triennal ascenseur pour **150.000 €** assistance à maîtrise d'ouvrage pour **108.000 €**) amène un montant de **1.400.000 €** versé à ce bailleur social, ce qui démontre l'intérêt de la collectivité à soutenir la politique d'habitat social à Rouen.

* Développement Economique

Les travaux réalisés dans le cadre du FISAC (683.047 €) et en particulier ceux liés à la rénovation de la rue Beauvoisine (527.047 €) composent pour moitié les crédits consacrés au développement économique.

* Equipements culturels

Sur les 5,9 M€ destinés aux équipement culturels, le pôle culturel Grammont en absorbe 4,46M€ Le solde se répartit entre la fin des travaux du Muséum (287.416 €), la connexion haut débit des bibliothèques (250.062 €) et des dépenses récurrentes.

* Le Grand Projet de Ville

Avec 12,2 M€ (13,88 M€ en 2007, 12,2 M€ en 2006), l'effort financier de la collectivité sur les quartiers en difficulté est essentiel.

La CPA Grand'Mare (5,2 M€), la CPA Grammont (2,9 M€), l'aménagement des abords de TEOR (1,7 M€) et le démarrage de la CPA Châtelet / Lombardie (1,16 M€) sont les principales opérations ayant générées des dépenses en 2008.

L'année 2008 a été consacrée à la négociation de l'avenant avec l'ANRU dont le cadrage final a été bouclé très récemment.

IV./ LES RÉSULTATS DES BUDGETS ANNEXES

Les résultats financiers des 2 budgets annexes peuvent être présentés de la manière suivante :

1 - BUDGET ANNEXE DU THEATRE DUCHAMP-VILLON

Le budget annexe du Théâtre Duchamp Villon fait apparaître la situation financière de clôture suivante pour 2008 :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles de fonctionnement	1.671.613,10 €
Recettes réelles de fonctionnement	1.777.574,80 €
TOTAL	+ 105.961,70 €
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre de fonctionnement	48.057,14 €
Recettes d'ordre de fonctionnement	0,00 €
TOTAL	- 48.057,14 €
Excédent sur l'exercice 2008	+ 57.904,56 €
Excédent antérieur reporté	114.818,54 €
Résultat global de la section de fonctionnement 2008	+ 172.723,10 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	
<u>MOUVEMENTS REELS</u>	
Dépenses réelles d'investissement	106.042,08 €
Recettes réelles d'investissement	30.000,00 €
TOTAL	- 76.042,08 €
<u>MOUVEMENTS D'ORDRE</u>	
Dépenses d'ordre d'investissement	0,00 €
Recettes d'ordre d'investissement	48.057,14 €
TOTAL	+ 48.057,14 €
Déficit sur l'exercice 2008	- 27.984,94 €
<u>RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES</u>	
Résultat d'investissement reporté 2007	+ 64.639,18 €
Affectation en investissement d'une partie De l'excédent de fonctionnement 2007	0,00 €
TOTAL	+ 64.639,18 €
Résultat global de la section d'investissement 2008	+ 36.654,18 €
Résultat de clôture de l'exercice 2008 (hors restes à réaliser)	+ 209.377,34 €

Le budget du Théâtre Duchamp Villon fait apparaître un résultat global positif de **209.377,34€**

En réintégrant les restes à réaliser d'investissement soit **+ 7.527,51 €** en dépenses, le résultat global cumulé s'élève à **201.849,83 €**

La structure des recettes réelles de fonctionnement (hors report de l'exercice antérieur) reste caractérisée par l'importance de la participation municipale de **1,49 M€** hors taxes en 2008. Cette dernière représente près de **85 %** de la totalité des recettes réelles de fonctionnement.

En outre, l'acquisition des matériels divers nécessaires au fonctionnement du Théâtre Duchamp Villon ainsi que les travaux ont mobilisé une somme de **46,7 K€**

2 - BUDGET ANNEXE DES LOCATIONS IMMOBILIERES AMENAGEES ASSUJETTIES A LA T.V.A.

Ce budget instauré en 2001 permet de répondre aux exigences fiscales et administratives de certains types de locations soumises à la T.V.A.

L'exécution du budget 2008 fait apparaître les résultats suivants :

SECTION DE FONCTIONNEMENT	
MOUVEMENTS REELS	
Dépenses réelles de fonctionnement	408.518,58 €
Recettes réelles de fonctionnement	331.618,23 €
TOTAL	- 76.900,35 €
Déficit de l'exercice 2008	- 76.900,35 €
Excédent antérieur reporté	+ 294.246,00 €
Résultat global de la section de fonctionnement 2008	+ 217.345,65 €
SECTION D'INVESTISSEMENT	
MOUVEMENTS REELS	
Dépenses réelles d'investissement	40.527,88 €
Recettes réelles d'investissement	17.148,77 €
TOTAL	- 23.379,11 €
MOUVEMENTS NEUTRES (OCLT, refinancement de la dette)	
Dépenses	220.833,31 €
Recettes	220.833,31 €
Déficit sur l'exercice 2008	+ 23.379,11 €
RESULTATS ANTERIEURS REPORTEES	
Résultat d'investissement reporté 2007	+ 26.355,41 €
Affectation en investissement d'une partie de l'excédent de fonctionnement 2007	0,00 €
TOTAL	+ 26.355,41 €
Résultat global de la section d'investissement 2008	2.976,30 €
Résultat de clôture de l'exercice 2008 (hors restes à réaliser)	+ 220.321,95 €

En réintégrant les restes à réaliser d'investissement soit **128.681,06 €** en dépenses et **99.428,14 €** en recettes, le résultat global cumulé s'élève à **+ 191.069,03 €**

Ce budget avait pour objet de retracer les travaux réalisés au sein du Théâtre des Arts ainsi que désormais les dépenses et les recettes du parking situé à la Grand'Mare. L'exploitation du parking apparaît ainsi fortement déficitaire (**26.000 euros/an** hors frais financiers)

CONCLUSION

L'année 2008 peut se caractériser comme un exercice de transition car l'essentiel des dépenses et des recettes relèvent de « coups partis » initiés sous le précédent mandat. En outre, comme cela a été souligné lors de l'audit financier réalisé durant l'été 2008, la situation financière est marquée par un endettement très élevé, porté par le budget de la ville mais également en dehors (RSA, GIP Marité, ICADE pour l'opération pôle culturel Grammont, même le CCAS qui s'est endetté pour réaliser l'opération Maison des Aînés avec l'aide substantielle de la vente de l'immeuble où s'est installé le crédit municipal). Ces dettes externes, qu'on pourrait qualifier de « hors bilan » s'élèvent fin 2008 à environ **207 M€**. L'ensemble des engagements pris ces dernières années pèse donc très lourdement sur les finances de la collectivité avec comme résultante une détérioration des ratios de gestion au moment où la conjoncture est la moins favorable.

Si on y ajoute une dette dont plus du tiers est à risques élevés ou très élevés (produits structurés à risque fort et snowballs), on peut considérer que la ville a largement hypothéqué tout son développement futur sur plusieurs années.

C'est face à cette situation particulièrement préoccupante, en pleine période de crise financière et économique, que la municipalité actuelle prendra ses responsabilités face à des choix déterminants pour la sauvegarde des finances de la collectivité tout en favorisant l'esprit de solidarité, d'attractivité et de développement durable qui fonde le pacte passé en 2008 entre les élus, les Rouennais et leur cité.

Emmanuèle JEANDET-MENGUAL
Adjointe au Maire
Chargée des Finances,
de la Commission d'Appel d'Offres
et des Délégations de Service Public



**DIRECTION DES FINANCES
ET DE LA VIE ASSOCIATIVE**

COMPTE ADMINISTRATIF 2008

BUDGET PRINCIPAL

RESUME DES MASSES BUDGETAIRES

VERSION M14 (Après 01/01/06)

(Intégration en section d'investissement des subventions d'équipement et des recettes de cessions d'actifs)

(En euros)



Etat présenté selon M14 après le 01/01/06

	Réalisation CA 2007	Crédits 2008 BP+DM+VC	Réalisation CA 2008	% CA 08/CA07	Taux de réalisation en %
	(1)	(2)	(3)	(3-1)/(1)	(3)/(2)
A - SECTION DE FONCTIONNEMENT					
RECETTES					
1 - Dotations de l'Etat (y compris compensations fiscales)	45 469 390	45 764 326	45 804 607	0,74%	100,09%
2 - Dotations de la Communauté d'Agglomération	21 597 097	21 972 420	21 972 422	1,74%	100,00%
3- Autres	594 333	607 067	607 067	2,14%	100,00%
Sous-total (2+3)	67 660 820	68 343 813	68 384 096	1,07%	100,06%
3 - Produit des impôts directs	54 722 928	55 841 224	56 311 510	2,90%	100,84%
4 - Autres recettes fiscales et assimilées (Droits de mutation - Taxe sur l'électricité - Taxes diverses, etc...)	6 541 908	6 283 808	6 754 836	3,25%	107,50%
5 - Exploitation et recettes des services et droits de stationnement	16 345 379	17 630 044	16 806 093	2,82%	95,33%
6 - Recettes exceptionnelles	465 157	501 429	258 303	-44,47%	51,51%
7 - Subventions de Fonctionnement (U.E/Etat / Département / Région)	1 788 850	1 488 880	1 406 109	-21,40%	94,44%
8 - Autres recettes des services (SOFCAP - Tickets restaurant - Participations budgets annexes - Créances)	2 352 857	3 426 700	2 393 539	1,73%	69,85%
9 - Produit des Swaps	4 248 217	4 054 000	3 622 820	-14,72%	89,36%
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (A)	154 126 116	157 569 898	155 937 306	1,18%	98,96%
DEPENSES					
9 - Personnel	79 422 215	82 336 988	80 945 128	1,92%	98,31%
dont (012)	77 965 295	80 682 705	79 484 329	1,95%	98,51%
dont formation	263 114	404 374	311 391	18,35%	77,01%
dont SOFCAP	254 166	263 300	263 277	3,58%	99,99%
dont COSC	304 408	312 500	312 500	2,66%	100,00%
dont Mutuelles	302 387	339 000	323 935	7,13%	95,56%
Autres	332 845	335 109	249 696	-24,98%	74,51%
10 - Contingents et dépenses obligatoires	6 068 099	6 103 205	5 997 724	-1,16%	98,27%
11 - Participations aux budgets annexes	1 383 259	1 439 610	1 439 610	4,07%	100,00%
12 a - Subventions aux Associations (hors subventions aux COSC et AGEMUR intégrées respectivement dans les autres charges de personnel et autres dépenses obligatoires)	6 861 633	7 169 212	7 112 397	3,65%	99,21%
12 b - 1-Subvention EPCC - Opéra de Rouen-Haute Normandie	3 620 025	3 568 270	3 186 974	-11,96%	89,31%
12 b - 2-Autre	3 288	53 500	35 251		
13 - Autres dépenses diverses (provisions budgétaires)	767 020	737 987	570 141	-25,67%	77,26%
14 - Moyens de fonctionnement dont :	32 285 003	35 553 858	33 876 440	4,93%	95,28%
. Fonctionnement général	18 109 815	19 513 895	18 904 669	4,39%	96,88%
. Interventions et Moyens des services	14 175 188	16 039 963	14 971 771	5,62%	93,34%
TOTAL DEPENSES DE GESTION (B)	130 410 542	136 962 630	133 163 665	2,11%	97,23%
EPARGNE DE GESTION	23 715 574	20 607 268	22 773 641	-3,97%	110,51%
15 - Intérêts de la dette (y compris SWAP)	8 952 515	10 526 373	10 526 372	17,58%	100,00%
dont swaps	3 533 067	3 621 050	3 599 200	1,87%	99,40%
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (B + C)	139 363 057	147 489 003	143 690 037	3,10%	97,42%
EPARGNE BRUTE	14 763 059	10 080 895	12 247 269	-17,04%	121,49%

	Réalisation CA 2007	Crédits 2008 BP+DM+VC	Réalisation CA 2008	% CA 08/CA 07	Taux de réalisation en %
	(3)	(2)	(3)	(3-1)/(1)	(3)/(2)
B - SECTION D'INVESTISSEMENT					
EPARGNE BRUTE	14 763 059	10 080 895	12 247 269	-17,04%	121,49%
16 D - Remboursement net de capital (hors OCLT)	13 945 620	15 501 750	14 065 742	0,86%	90,74%
EPARGNE NETTE	817 439	-5 420 855	-1 818 473	-322,46%	33,55%
17 R - F.C.T.V.A., T.L.E., Amendes de police, C.O.S.	8 073 613	7 353 523	7 432 709	-7,94%	101,08%
18 R - Recettes de cessions d'actifs	7 385 217	2 671 590	993 666	-86,55%	37,19%
19 R - Subventions - Participations	10 395 560	19 781 691	8 407 742	-19,12%	42,50%
20 R - Autres	0	0	0		
RESSOURCES DISPONIBLE POUR L'INVESTISSEMENT	26 671 829	24 385 949	15 015 644	-43,70%	61,57%
21 D - INVESTISSEMENTS	49 642 347	53 045 356	45 254 094	-8,84%	85,31%
Dont Etudes, Acquisitions et travaux	36 383 060	31 545 895	26 009 016	-28,51%	82,45%
Dont avance PPP et CPA	6 417 363	7 387 035	6 035 527	-5,95%	81,70%
Dont Subventions d'équipement ou Fonds de concours	6 841 924	13 659 300	12 947 295	89,23%	94,79%
Dont Autres	0	453 126	262 256	#DIV/0!	57,88%
BESOIN DE FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT	22 970 518	28 659 407	30 238 450	31,64%	105,51%
22 R - EMPRUNTS	22 970 518	28 659 407	30 238 450	31,64%	105,51%
Emprunts réalisés	25 100 000		22 940 000		
Résultat budgétaire de l'exercice	2 129 482		-7 298 450		
Résultat de clôture de l'exercice antérieur	5 548 856		7 678 337		
Résultat de clôture de l'exercice	7 678 338		379 887		
RATIOS					
. Taux d'épargne (Epargne brute / Recettes Réelles de Fonctionnement)	9,58%	6,40%	7,85%		
. Délai de remboursement de la dette	10,41		13,26		
. Part des emprunts dans le financement des investissements y compris subventions d'investissement versées	50,56%		50,69%		

Ville de Rouen
Présentation détaillée CA 2008

30/04/2009

**A - SECTION DE
FONCTIONNEMENT**
I) RECETTES

	Chapitre	Article	Enveloppe	Crédit 2008 BP + DM+VC	CA 2007	CA 2008	Evolution CA08/CA07
Dotations de l'Etat				45 764 326,00	45 469 389,53	45 804 607,23	0,74%
DGD	74	746		1 042 067,00	1 070 158,07	1 068 404,68	-0,16%
Dotation forfaitaire	74	7411		38 898 940,00	38 720 610,46	38 929 052,55	0,54%
DSU	74	74123		2 339 839,00	1 982 502,00	2 339 839,00	18,02%
(Compensation DCTP)							#DIV/0!
DSI	74	745		30 000,00	32 052,00	13 755,00	-57,09%
Dotation recensement	74	7484		18 814,00	18 758,00	18 890,00	0,70%
Compensation Taxe Habitation	74	74835		1 609 980,00	1 621 819,00	1 609 980,00	-0,73%
Compensation Foncier Bâti	74	74834		586 798,00	524 986,00	586 798,00	11,77%
Compensation Taxe Professionnelle	74	74833		1 237 888,00	1 498 504,00	1 237 888,00	-17,39%
Dotations de la CAR				21 972 420,00	21 597 097,00	21 972 422,00	1,74%
Attribution de compensation	73	7321		18 316 366,00	18 355 786,00	18 316 368,00	-0,21%
Dotation de solidarité communautaire	73	7322		3 656 054,00	3 241 311,00	3 656 054,00	12,80%
Autres dotations				607 067,00	594 333,00	607 067,00	2,14%
Fond départemental de péréquation TP	74	74832		607 067,00	594 333,00	607 067,00	2,14%
Produit des impôts directs				55 841 224,00	54 722 928,00	56 311 510,00	2,90%
Contributions directes	73	7311	1806	55 641 224,00	54 633 294,00	56 154 797,00	2,78%
Rôles supplémentaires	73	7311	3732	200 000,00	89 634,00	156 713,00	74,84%
Autres recettes fiscales et assimilées				6 283 808,00	6 541 908,67	6 754 835,86	3,25%
Droits de mutation	73	7381		4 241 266,00	4 586 584,52	4 421 623,63	-3,60%
Emplacements publicitaires	73	73681		60 000,00	57 953,30	58 135,10	0,31%
Taxes sur les débits de boisson	73	7361		0,00	81,70	45,05	-44,86%
Taxes sur l'électricité	73	7351		1 800 000,00	1 719 572,66	2 085 316,76	21,27%
Taxes sur les spectacles	73	7363		30 000,00	26 315,00	26 315,00	0,00%
Taxes de séjour	73	7362		151 542,00	149 826,49	161 766,32	7,97%
Taxes sur les pylones EDF	73	7343		1 000,00	1 575,00	1 634,00	3,75%
Autres (régul TEOM)	73	73982		0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
Exploitation-Services-Stationnement				17 630 044,00	16 345 379,10	16 806 093,30	2,82%

Ville de Rouen
Présentation détaillée CA 2008

30/04/2009

	Chapitre	Article	Enveloppe	Crédit 2008 BP + DM+VC	CA 2007	CA 2008	Evolution CA08/CA07
Recettes diverses des services	70/74/75	-70848-70872+7474+7475	-1569-3017-3801	14 406 156,00	13 207 307,54	13 802 831,76	4,51%
		7478+7488+752+757+758	-15402-104776-100742				#DIV/0!
Droits de voirie et de place	73	7336+7338		1 513 268,00	1 493 053,53	1 481 131,92	-0,80%
Droits de stationnement	73	7337		1 710 620,00	1 645 018,03	1 522 129,62	-7,47%
Recettes exceptionnelles				501 429,00	7 850 374,28	1 251 969,51	-84,05%
Rec. Except. Hors cession actif	77	7714+7718+773+7788		501 429,00	437 271,28	258 303,51	-40,93%
Cession actifs (024 au budget)	77	775		2 671 590,00	7 385 217,00	993 666,00	-86,55%
Subventions Crédit Municipal	74	7488	100742	0,00	27 886,00	0,00	-100,00%
Subventions de fonctionnement				1 488 880,00	1 788 850,09	1 406 108,92	-21,40%
sub fonctionnement de l'U.E		74	7477	130 000,00	404 842,83	1 403,57	-99,65%
Sub fonctionnement de l'Etat	74	74718		776 520,00	791 384,62	799 595,22	1,04%
Sub fonct Région hors emplois jeunes	74	7472	-17668	135 000,00	157 650,16	160 711,11	1,94%
Sub fonct Dep hors emplois jeunes	74	7473	-17673	447 360,00	434 972,48	444 399,02	2,17%
Autres recettes des services				7 480 700,00	6 601 073,83	6 016 358,52	-8,86%
Liées au Personnel				1 419 700,00	2 341 766,04	2 385 164,49	1,85%
Contrat Sofcap	013	6419	10817	100 000,00	94 060,80	13 820,65	-85,31%
Mise à dispo perso RUTA ?	70	70848		185 000,00	184 721,24	187 236,85	1,36%
Tickets resto participation agents	75	758	104776	0,00	956 816,50	1 052 620,01	10,01%
autres recettes liées au perso	13	6459		360 000,00	394 903,67	373 404,96	-5,44%
Recettes CES/CEC	013	6419	5123	0,00	17 240,24	318,22	-98,15%
Emplois jeunes		74711	+17668+17673	0,00	2 654,10	0,00	-100,00%
Autres (CFA...)	013	6419	-5123-10817	524 700,00	491 696,13	606 139,52	23,28%
Autres remboursements divers	70	70878	1569+3017+3801+15402	203 231,00	199 673,36	114 424,28	-42,69%
Remb perso par GIP/GPV							#DIV/0!
Participations des budgets annexes	70	70872		46 769,00	0,00	37 200,00	#DIV/0!
Recettes liées à la dette				4 061 000,00	4 259 307,79	3 631 077,17	-14,75%
Portefeuille intérêts et titres	76	761		7 000,00	11 091,09	8 257,27	-25,55%
Produit des swaps	76	768		4 054 000,00	4 248 216,70	3 622 819,90	-14,72%
Régl frais financiers							#DIV/0!
Rabais, remises et ristournes sur services extérieurs	619			0,00	0,00	116,86	#DIV/0!
Résultat de clôture du budget de l'eau	002			2 000 000,00	0,00	0,00	#DIV/0!
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (A) avec cession d'actifs				160 241 488,00	161 511 333,50	156 930 972,34	-2,84%
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (A) hors cession d'actifs				157 569 898,00	154 126 116,50	155 937 306,34	1,18%

Ville de Rouen
Présentation détaillée CA 2008

30/04/2009

	Chapitre	Article	Enveloppe	Crédit 2008 BP + DM+VC	CA 2007	CA 2008	Evolution CA08/CA07
II) DEPENSES							
	Chapitre	Article	Enveloppe	Crédit 2008 BP + DM+VC	CA 2007	CA 2008	Evolution CA08/CA07
Charges de personnel				82 336 988,00	79 422 215,68	80 945 128,48	1,92%
Charges de personnel (012)	012		-104774	78 553 752,00	75 904 867,32	77 355 393,77	1,91%
Tickets restaurant	012	6488	104774	2 128 953,00	2 060 428,00	2 128 935,30	3,32%
Charges de personnel (011)	011			986 792,00	829 142,19	818 837,05	-1,24%
Frais directs de formation du personnel	011	6184	-101080	404 374,00	263 113,74	311 390,86	18,35%
Frais de formation emplois jeunes	011	6184	101080	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
Autres charges oblig. (honoraires recrutements)	011	6068/617/6188/6226/6231/62878/6262/6257/6228	842+101833+10959+104790+695+103418+710+15900+	166 395,00	145 936,15	114 028,53	-21,86%
SOFCAP	011	616	15473	263 300,00	254 165,78	263 277,35	3,58%
Frais de mission et indemnité kilométrique	011	6251		152 723,00	165 926,52	130 140,31	-21,57%
Charges de personnel	65			651 500,00	606 794,69	636 435,41	4,88%
Subvention au COSC	65	6574	694	312 500,00	304 408,00	312 500,00	2,66%
Mutuelle du personnel	65	6574	603+17678	339 000,00	302 386,69	323 935,41	7,13%
Charges de personnel	67			15 991,00	20 983,48	5 526,95	-73,66%
Congés bonifiés	67	6713	2949	4 191,00	7 419,52	4 190,24	-43,52%
Médailles personnel	67	6714	829	1 800,00	976,91	1 336,71	36,83%
Reversement titres repas au COSC	67	6745	100176	10 000,00	12 587,05	0,00	-100,00%
Contingents et dépenses obligatoires				6 103 205,00	6 068 099,25	5 997 723,81	-1,16%
Participation au CCAS	65			3 560 000,00	3 412 331,00	3 560 000,00	4,33%
Subventions versées	65	65736	1245	3 500 000,00	3 352 331,00	3 500 000,00	4,40%
Participation emplois jeunes	65	65736	17654	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
Subvention Escale contrat de ville	65	65736	106251	60 000,00	60 000,00	60 000,00	0,00%
Participation aide sociale	65			264 557,00	253 156,67	264 545,80	4,50%
Secours loyers ménages faible revenu	65	65738	109151	35 000,00	27 399,67	35 000,00	27,74%
Participation déficit St Vivien	65	6574	1262	229 557,00	225 757,00	229 545,80	1,68%
Autres participations	65			1 067 678,00	1 043 178,72	1 060 178,78	1,63%
Participation au Synd Mixte Routier (Frais de bureau syndicats)	65	65738	106042	6 098,00	6 098,00	6 098,00	0,00%
Participation fonctionnement AGEMUR	65	6574	6503	461 000,00	450 000,00	461 000,00	2,44%
Participation fonctionnement écoles privées	65	6574	4613	529 548,00	526 119,98	529 547,52	0,65%
Participation frais de scolarité extérieure	65	65734	867	66 452,00	60 960,74	63 533,26	4,22%
Participation Viva Citée Sotteville	65	65734	104850	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!

Ville de Rouen
Présentation détaillée CA 2008

30/04/2009

	Chapitre	Article	Enveloppe	Crédit 2008 BP + DM+VC	CA 2007	CA 2008	Evolution CA08/CA07
Subvention Darnétal BD	65	65734	103456	4 580,00	0,00	0,00	#DIV/0!
Autres				612 915,00	500 929,10	566 626,25	13,12%
Indemnités élus	65	6531		582 400,00	475 087,71	548 772,52	15,51%
Frais mission et fonct groupe élus - cotis	65	6532+6535+65372		30 515,00	25 841,39	17 853,73	-30,91%
Frais fonct groupe élus	656	6562		53 500,00	3 288,11	35 251,12	972,08%
Cotisations	011	6281		348 055,00	314 969,76	296 372,98	-5,90%
Cotisations municipales diverses	011	6281	-14098-13086-13478-100898-100896	188 300,48	158 431,08	162 218,46	2,39%
Cotisation SFL	011	6281	14098	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
Cotisation Normandie Métropole	011	6281	13086	21 167,00	21 167,00	21 167,00	0,00%
Cotisation Mission Locale	011	6281	13478	112 987,52	110 855,68	112 987,52	1,92%
Fonds départemental Aide aux Jeunes	011	6281	100898	25 600,00	24 516,00	0,00	-100,00%
Fonds de solidarité énergie	011	6281	100896	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
Divers chap 67	67			250 000,00	543 534,00	250 000,00	-54,00%
Participation Aéroport Rouen Vallée Seine	67	6745	107510	250 000,00	543 534,00	250 000,00	-54,00%
Indemnité dommages travaux St Sever (Reversement CAR régul assainissement)	67	678	104858	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
Participation aux budgets annexes				1 439 610,00	1 383 259,00	1 439 610,00	4,07%
TDV	67	67441		1 439 610,00	1 383 259,00	1 439 610,00	4,07%
Subventions aux associations				7 169 212,00	6 861 632,97	7 112 397,10	3,65%
Subventions hors Armada etEPCC	65	6574	-694-603-17678-1262-6503-4613	6 772 382,00	6 484 802,97	6 715 567,10	3,56%
Armada	65	6574	11194	396 830,00	376 830,00	396 830,00	5,31%
Autre	65	6574	17829	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
Participation EPCC	65	65737		3 568 270,00	3 620 025,00	3 186 974,00	-11,96%
							#DIV/0!
Contentieux et titres annulés				737 987,00	767 019,78	570 140,84	-25,67%
Total 67				124 003,00	441 544,98	123 742,93	-71,98%
Dons et legs	67	6714	894	1 028,00	1 027,50	1 027,50	0,00%
reversement sur taxes	67	678	1329	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
titres annulés	67	673	1327	27 492,00	193 606,23	27 233,40	-85,93%
autres prov bud (contentieux)	67	678	100622+100623+101238+107694	95 483,00	246 911,25	95 482,03	-61,33%
Total 65				169 500,00	77 685,44	169 220,03	117,83%
Créances irrecouvrables	65	654		169 500,00	77 685,44	169 220,03	117,83%
Total 011				164 484,00	112 301,36	147 177,88	31,06%
Remboursement TVA	011	6353		92 690,00	88 642,00	85 735,00	-3,28%
Etudes	011	617	-101833	71 794,00	23 659,36	61 442,88	159,70%

Ville de Rouen
Présentation détaillée CA 2008

30/04/2009

	Chapitre	Article	Enveloppe	Crédit 2008 BP + DM+VC	CA 2007	CA 2008	Evolution CA08/CA07
(Créances irrécouvrables assainissement)							#DIV/0!
Total 014	014			130 000,00	135 488,00	130 000,00	-4,05%
reversement taxe de séjour	014		12803	130 000,00	130 000,00	130 000,00	0,00%
reversement droit de mutation				0,00	5 488,00	0,00	
Total 022	022			150 000,00	0,00	0,00	#DIV/0!
Fonctionnement général				19 513 895,00	18 109 814,81	18 904 668,63	4,39%
Total 011				11 287 312,00	9 932 100,63	10 709 411,85	7,83%
Impôt fonciers et taxes foncières	011	63512		1 342 463,00	1 119 995,37	1 342 463,00	19,86%
Assurances	011	616	-15473	912 443,00	900 610,66	888 871,58	-1,30%
Téléphone	011	6262	-3774	607 828,00	581 942,45	562 728,29	-3,30%
Affranchissement	011	6261		324 222,00	279 907,92	175 454,47	-37,32%
Habillement	011	60636		208 490,00	168 947,66	186 456,35	10,36%
Maintenance des bâtiments	011	61522	-622-5821-8530-10950-12964-14513-103694-	1 351 229,00	1 247 230,06	1 293 238,64	3,69%
Dépenses d'énergie et de fluides							#DIV/0!
Carburants	011	60622		494 824,00	483 337,41	494 823,90	2,38%
Combustibles	011	60621	-627	324 000,00	221 041,03	310 025,43	40,26%
Electricité							#DIV/0!
Electricité Bâtiments	011	60612	625	1 894 000,00	1 682 698,49	1 835 410,66	9,08%
Electricité Signalisation	011	60612	5796	1 035 270,00	788 306,90	1 035 257,50	31,33%
Illuminations marché de Noël	011	60612	107438	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
Gaz	011	60621	627	1 503 000,00	1 418 886,26	1 377 929,65	-2,89%
Chauffage urbain	011	60613		797 650,00	695 546,32	732 081,62	5,25%
Eau	011	60611+62872		491 893,00	343 650,10	474 670,76	38,13%
Délégation de service public				6 526 573,00	6 495 643,76	6 515 808,68	0,31%
Maintenance éclairage public	011	61558	763	1 191 581,00	1 013 742,18	1 191 525,42	17,54%
Restauration scolaire et centre de loisirs	011	611	4996+6521+7244+9145	5 128 600,00	5 284 790,00	5 123 300,40	-3,06%
Entretien des horodateurs	011	611	100547	206 392,00	197 111,58	200 982,86	1,96%
Divers 011				460 142,00	442 202,56	439 580,24	-0,59%
Elimination des déchets municipaux (Paiement IS laboratoire)	011	611	104808	460 142,00	442 202,56	439 580,24	-0,59%
Armada	011	6188	106182	0,00	0,00	0,00	#DIV/0!
Total 67				1 239 868,00	1 239 867,86	1 239 867,86	0,00%
Parking du Palais	67	67443	100457	1 239 868,00	1 239 867,86	1 239 867,86	0,00%
Intérêts de la dette C				10 526 373,00	8 952 514,92	10 526 372,32	17,58%
Total 66				10 526 373,00	8 952 514,92	10 526 372,32	17,58%
Intérêts dette propre	66	66111		5 900 000,00	4 947 040,88	5 606 701,73	13,33%

Ville de Rouen
Présentation détaillée CA 2008

30/04/2009

	Chapitre	Article	Enveloppe	Crédit 2008 BP + DM+VC	CA 2007	CA 2008	Evolution CA08/CA07
METP	66	6618		181 000,00	0,00	179 712,83	#DIV/0!
lignes de trésorerie	66	6615		830 000,00	745 906,38	825 573,94	10,68%
SWAPS	66	668	-12707	3 621 050,00	3 533 066,81	3 599 200,29	1,87%
Frais financiers	66	668	12707	11 600,00	5 140,86	5 559,83	8,15%
Autre (ICNE)	66			-17 277,00	-278 640,01	309 623,70	-211,12%
Total 65							#DIV/0!
Subventions en annuités	65	65717/65718	10897+557+8856+16752				#DIV/0!
Subv d'équipement et fds de concours(en invt depuis 01/01/06)		6571+6572+6575 -subvention annuité					#DIV/0!
							#DIV/0!
Interventions et moyens des services				16 039 963,00	14 175 187,68	14 971 771,25	5,62%
Total 011				14 514 759,00	13 211 708,35	13 520 079,26	2,33%
Moyens des sces divers				14 428 409,00	13 082 574,32	13 433 947,05	2,69%
Part classes de découverte	011	6042	107691	86 350,00	129 134,03	86 132,21	-33,30%
Total 65				1 214 585,00	815 808,62	1 164 103,64	42,69%
Participation fct GIP-GPV	65	65738	103683	590 000,00	305 783,00	589 701,00	92,85%
Reversement au GIP-GPV contrat de ville	65	65738	103319	275 000,00	350 000,00	275 000,00	-21,43%
Autres				349 585,00	160 025,62	299 402,64	87,10%
Total 67				310 619,00	147 670,71	287 588,35	94,75%
Remboursement divers sces école (cantines...)	67	6713	7089	47 000,00	46 000,00	47 000,00	2,17%
Bons d'achat écoles							#DIV/0!
Allocation frais études CNR	67	6714	15401	1 150,00	2 155,00	1 150,00	-46,64%
Autres				262 469,00	99 515,71	239 438,35	140,60%
Divers 014							#DIV/0!
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT (B)				147 489 003,00	139 363 057,20	143 690 037,55	3,10%

**B - SECTION
D'INVESTISSEMENT
I**

	Crédit 2008BP+	CA 2007	CA 2008
Epargne de Gestion A-(B-C)(hors cession d' actifs et sub d'équt)	20 607 268	23 715 574	22 773 641
Epargne brute $E_B = (A)-(B)$	10 080 895	14 763 059	12 247 269
Remboursement de capital (D)	15 501 750	13 945 620	14 065 742
Epargne nette $E_N = E_B - D$	-5 420 855	817 440	-1 818 473
Recettes d'investissement (hors subventions) $R_i = (a + b + c + d)$	10 025 113	15 458 830	8 426 375
Cession actifs (a)	2 671 590	7 385 217	993 666
FCTVA (b)	3 860 575	4 111 218	3 856 705
Amende de police (c)	2 600 000	3 050 001	2 479 983
Autres (d)	892 948	912 394	1 096 022
Epargne disponible pour l'investissement $E_i = E_N + R_i$	4 604 258	16 276 270	6 607 902
Subvention d'investissement $(S_i) = (d) + e$	19 781 691	10 395 560	8 407 742
Subventions/partici pations (d)	19 781 691	10 395 560	8 377 854
Caution ROUEN PARK	0	0	29 889
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT $T R_i + S_i$	27 135 214	25 854 391	16 834 118
INVESTISSEMENT (I)	53 045 356	49 642 348	45 254 094
Etudes (chap 20)	1 241 659	1 155 253	866 878
Subventions (chap 204)	13 659 300	6 841 924	12 947 295
Acquisitions (chap 21)	7 373 910	7 038 012	6 354 676
Travaux (chap 23)	22 930 326	28 189 795	18 787 464
27	7 387 035	6 417 363	6 035 527
Autres (chap 13 et 26)	453 126	0	262 256
Besoin de financement de l'exercice BF $= [(R_i + S_i) + E_N] - I$	-28 659 406	-22 970 518	-30 238 450
Emprunts		25 100 000	22 940 000
Résultat brut de l'exercice		2 129 482	-7 298 450
Résultat de clôture de l'exercice antérieure		5 548 855	7 678 337
Résultat de clôture de l'exercice		7 678 337	379 887
RATIOS			
Taux d'épargne (Epargne brute/recettes réelles de fonctionnement)			
Délai de remboursement de la dette propre (an)		10,41	13,26
Besoin de financement/investi ssements			
Stock de dette propre au 31/12		153 668 319	162 356 694

SUBVENTIONS PERCUES EN 2008

Travaux	Département	Région	ANRU	FEDER/GIP	CAF	CAR	ETAT	Autres*	TOTAUX
Création vidéosurveillance							111 250,73 €		111 250,73 €
Construction Maison de la Famille	66 000,00 €				17 250,00 €				83 250,00 €
Maison de l'Enfance	15 400,95 €								15 400,95 €
Crèche Pierre de Lune					2 055,00 €				2 055,00 €
Crèche Payenneville		18 305,72 €							18 305,72 €
Aires de jeux Grand Mare	42 583,60 €								42 583,60 €
Aménagement axes structurants Hauts de ROUEN TEOR	238 002,90 €		659 930,53 €						897 933,43 €
Parc et Terrain de foot Grammont	47 373,88 €	156 350,00 €	465 478,13 €						669 202,01 €
Réaménagement rues Nerval / Adeline		113 000,00 €							113 000,00 €
Aménagement du square Camus	75 488,85 €	25 200,00 €	26 069,32 €						126 758,17 €
Prolongement rue Camus / Desmousseaux		62 077,50 €							62 077,50 €
Prolongement rue Plantagenêt	90 249,62 €								90 249,62 €
Missions urbanistes			63 940,00 €						63 940,00 €
Stade F. Salomon		317 462,00 €							317 462,00 €
Aménagement Quai Jean Moulin	16 518,77 €								16 518,77 €
Restauration du Calvaire Côte Sainte Catherine								9 728,87 €	9 728,87 €
OPAH	9 150,00 €						16 512,00 €		25 662,00 €
Auberge de Jeunesse	26 122,81 €					214 381,87 €	15 744,55 €		256 249,23 €
Construction Médiathèque							3 650 706,00 €		3 650 706,00 €
Création pôle associatif du Bellay		10 593,59 €							10 593,59 €
Salle des Fêtes Boieldieu							40 000,00 €		40 000,00 €
Gymnase Graindor						4 281,60 €			4 281,60 €
Pistes cyclables						13 163,95 €			13 163,95 €
Aménagement jardin Proximité Lombardie/Jules Verne	141 901,00 €			159 956,30 €					301 857,30 €
Parc Urbain				39 652,45 €					39 652,45 €
Locaux Anatole France								66 694,00 €	66 694,00 €
Travaux dans les écoles	251 627,64 €								251 627,64 €
Église Saint Maclou	188 125,00 €								188 125,00 €
Abbatiale Saint Ouen	315 217,00 €								315 217,00 €
Gros Horloge	7 607,90 €								7 607,90 €
Restauration cadrans Gros Horloge							22 916,84 €		22 916,84 €
Chapelle Saint Louis	143 122,00 €	18 614,28 €					36 849,00 €		198 585,28 €
Conditionnement documents patrimoniaux						44 587,50 €			44 587,50 €
Acquisitions d'œuvres		31 322,00 €							31 322,00 €
Acquisitions Bibliothèques		7 714,50 €							7 714,50 €
Acquisitions de manuscrits							4 267,22 €		4 267,22 €
Restauration documents							4 575,00 €		4 575,00 €
Informatisation des collections - Muséum	75 345,20 €	14 725,00 €					9 637,62 €		99 707,82 €
Informatisation des collections - Musées		29 658,00 €					10 970,97 €		40 628,97 €
Mise aux normes - Muséum		37 234,31 €						41 449,23 €	78 683,54 €
Restauration d'œuvres - Musées								20 000,00 €	20 000,00 €
Participation non réalisation d'aires de stationnement								13 710,94 €	13 710,94 €
TOTAUX	1 749 837,12 €	842 256,90 €	1 215 417,98 €	199 608,75 €	19 305,00 €	276 414,92 €	3 923 429,93 €	137 872,10 €	8 377 853,64 €

* - /BNP PARIBAS/GEIST 21/FONDATION PATRIMOINE/PANORAMA